Léo Géhin

# L'ÉQUILIBRE DES FORCES AU HAUT-KARABAKH

## Frictions, dissuasion et risque de déflagration



GRIP

LES RAPPORTS DU GRIP 2016/7

© GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée,
moyennant mention de la source et de l'auteur
Photo de couverture : Démonstration des Forces spéciales
arméniennes en novembre 2011 (crédit : *Hay News*)

Prix : 6 euros

ISSN : 2466-6734
ISBN : 978-2-87291-066-3

Version PDF :
www.grip.org/fr/node/2164

Les rapports du GRIP sont également
diffusés sur www.i6doc.com,
l'édition universitaire en ligne.

Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation permanente
de la Fédération Wallonie-Bruxelles
www.educationpermanente.cfwb.be

Léo Géhin

# L'ÉQUILIBRE DES FORCES AU HAUT-KARABAKH

## Frictions, dissuasion et risque de déflagration

LES RAPPORTS DU GRIP 2016/7

# TABLE DES MATIÈRES


INTRODUCTION 3

UNE « COURSE AUX ARMEMENTS » UNILATÉRALE : LA SUPÉRIORITÉ MATÉRIELLE SOUS PERFUSION DE L'AZERBAÏDJAN 6

LA PRUDENTE POLITIQUE D'EXPORTATION D'ARMES DE L'UE : MISE EN ŒUVRE ET CONSÉQUENCE DE L'EMBARGO DE L'OSCE 23

LE RÔLE DES ALLIANCES EXTÉRIEURES : UN CATALYSEUR DE LA REPRISE DES HOSTILITÉS 29

CONCLUSION 38

# INTRODUCTION

Du 2 au 5 avril 2016, les forces arméniennes, du Karabakh et azerbaïdjanaises, se sont affrontées tout le long de la ligne de front située au Haut-Karabakh, lors de combats considérés comme les plus intenses depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 12 mai 1994[1]. Avec des pertes qui approchent plusieurs centaines d'hommes au total, ces combats ont remis sur le devant de la scène la guerre du Haut-Karabakh, qualifiée sobrement de « conflit gelé » depuis l'établissement du cessez-le-feu tripartite entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la république auto-proclamée du Haut-Karabakh, il y a 22 ans.

Ce cessez-le-feu suspendait une guerre commencée à la fin des années 1980, lorsque les autorités du Haut-Karabakh, territoire azerbaïdjanais peuplé majoritairement d'Arméniens, ont pris les armes pour obtenir leur rattachement à l'Arménie. Les combats se sont poursuivis après l'indépendance de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, cette dernière soutenant militairement et financièrement le Haut-Karabakh[2]. Le cessez-le-feu marque une victoire nette de l'Arménie : les forces arméniennes et pro-arméniennes du Karabakh occupent non seulement le Haut-Karabakh, mais aussi d'autres zones qui constituent près de 14 % du territoire de l'Azerbaïdjan. Seulement, le Haut-Karabakh, de fait rattaché à l'Arménie, décide de déclarer son indépendance afin de ne pas attirer les foudres de la communauté internationale sur Erevan. Celle-ci n'a d'ailleurs jusqu'à présent jamais officiellement reconnu cette indépendance en signe de bonne volonté à l'égard du processus de paix de l'Organisation pour la sécurité et de la coopération en Europe (OSCE), qui prévoit que le statut du Haut-Karabakh soit fixé uniquement par référendum populaire incluant les Azerbaïdjanais déplacés du Karabakh depuis 1988.

Malgré l'existence du cessez-le-feu, la situation de la ligne de front au Haut-Karabakh est toujours restée instable : les escarmouches entre les deux camps sont régulières, et touchent également les civils des villages environnants. Du seul côté azerbaïdjanais, quelque 1 008 militaires auraient été tués depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, dont 873 par balles, ainsi que 90 civils[3]. Ainsi, l'appellation de « conflit gelé » pour désigner cette guerre se réfère davantage à la staticité du front qu'à l'absence de combats.

1. Auteur inconnu, « Azerbaijani reports more losses as Nagorno-Karabakh Fighting Rumbles On », *Reuters*, 5 avril 2016.
2. Thomas de Waal, *Black Garden: Armenian and Azerbaijan through Peace and War*, New York et Londres, New York University Press, 2013, 10e édition, p. 176 notamment.
3. « Caspian Defense Institute Studies : More than 2000 injured or dead in Karabakh war », *Meydan TV*, 18 mai 2016, présente les résultats d'une étude du CDIS utilisant des articles de presse, des sources militaires et des entretiens avec les familles des victimes.

Le conflit offre plusieurs niveaux de lectures qui se superposent et s'entrechoquent. Le premier niveau de lecture concerne la signification du conflit dans le processus de construction des États azerbaïdjanais et arménien. Pour l'un comme pour l'autre, le conflit du Haut-Karabakh débute avant leur indépendance et en constitue donc un enjeu fondamental : l'État azerbaïdjanais ne peut être souverain si son intégrité territoriale n'est pas respectée, l'État arménien ne peut se reconstituer en étant amputé d'une partie de la nation arménienne.

De l'indépendance de ces deux États découle parallèlement un second niveau de lecture : le conflit du Haut-Karabakh s'inscrit dans le processus de recomposition de l'espace caucasien post-soviétique, où la grande puissance régionale, la Russie, doit réorganiser ses relations avec des entités indépendantes depuis peu. La mise sur pied du Traité de sécurité collective (TSC) et de la Communauté des États indépendants (CEI) constituent deux modalités du maillage de l'espace caucasien et centre-asiatique, de même – et à plus forte raison – que les accords de défense bilatéraux que la Russie a conclus avec plusieurs des anciennes républiques soviétiques. Ces accords bilatéraux instaurent en effet une présence militaire russe directe sur le territoire de ces pays. Or, au moins quatre de ces nouvelles entités, à savoir l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan, possèdent à des degrés divers des liens culturels et historiques avec un rival régional : la Turquie. La pénétration de ces États par certains réseaux transnationaux panturcs, comme le mouvement politique des Loups gris, a donné lieu à des luttes d'influence au sein de ces pays. En mars 1995, le président azerbaïdjanais Heydar Aliyev devait par exemple affronter une rébellion du chef de la police paramilitaire (OPON), Rovshan Javadov, qui aurait été soutenu par les Loups gris azerbaïdjanais de l'ancien ministre de l'Intérieur, Iskender Hamidov[4].

La perspective d'une irruption de la Turquie dans l'espace caucasien post-soviétique ajoute une dimension à la sécurité régionale : une pénétration de la Turquie, membre de l'OTAN, dans le Caucase du Sud et plus loin en Asie centrale pourra perçue par la Russie comme une poussée de l'Alliance à ses flancs. Ainsi, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont tous deux signé le Partenariat pour la paix de l'OTAN en 1994, qui ouvre la coopération militaire et notamment la réforme des structures héritées de l'organisation soviétique[5]. Enfin, le conflit du Haut-Karabakh implique l'Union européenne dans son schéma d'acteurs, à deux égards. Premièrement, l'ensemble des membres de l'UE a adhéré à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à laquelle sont également parties l'Azerbaïdjan et l'Arménie, et qui a pour vocation le règlement des questions de sécurité sur le continent européen. Deuxièmement, plusieurs États d'Asie centrale et du Caucase, au premier rang desquels l'Azerbaïdjan, possèdent des réserves d'hydrocarbures conséquentes et de qualité qui permettraient d'assurer la sécurité énergétique de l'UE tout en offrant une alternative, sous réserve d'aide au développement, à la Russie.

4. Thomas de Waal : *Black Garden…, op. cit.,* p. 263.
5. Assemblée parlementaire de l'OTAN, « Le Rôle de l'OTAN dans le Caucase du Sud », séance de l'été 2006.

Ce Rapport tente d'esquisser un croquis du rapport de forces entre les deux principaux belligérants, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et d'en dégager les principales dynamiques qui orientent, freinent et accélèrent le conflit. Dans un premier temps, il présentera le rapport de forces par le biais des dépenses militaires et des acquisitions d'armements récentes des deux pays. Celles-ci révèlent la supériorité technologique de l'armée azerbaïdjanaise, dont les capacités offensives ont été étoffées par l'acquisition de matériel de pointe, sans pour autant que l'Azerbaïdjan n'ait pris l'avantage décisif qu'il revendique en matière d'effort de défense. Ensuite, le Rapport abordera les pratiques d'exportations d'armes des pays de l'UE vers l'Arménie et l'Azerbaïdjan, à travers leur mise en œuvre de l'embargo sur les armes imposé par l'OSCE aux belligérants : si elle constitue un frein à l'escalade du conflit, la politique d'exportation restrictive appliquée par les États européens favorise la dépendance quasi-exclusive des belligérants vis-à-vis de la Russie. Enfin, le Rapport tentera d'évaluer la probabilité de reprise de combats de haute intensité, en s'appuyant sur la nature des alliances dont font partie les deux adversaires.

**LOCALISATION DU CONFLIT**




Source : Giragosian Richard, « Nagorno-Karabakh Situational Awareness », Regional Studies Center, 4 avril 2016)

# 1. UNE « COURSE AUX ARMEMENTS » UNILATÉRALE : LA SUPÉRIORITÉ MATÉRIELLE SOUS PERFUSION DE L'AZERBAÏDJAN

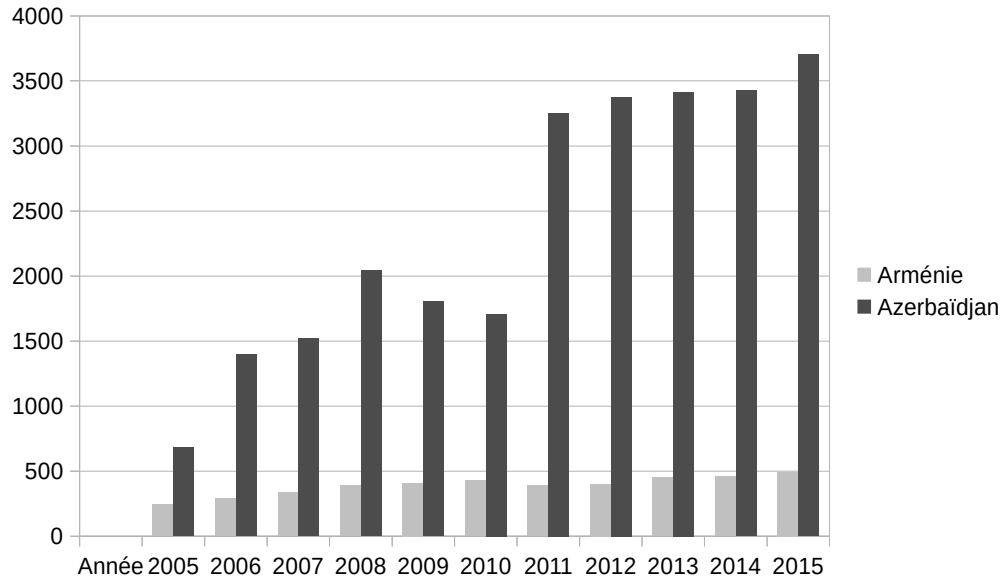
À première vue, le rapport de forces numérique semble équilibré. L'Azerbaïdjan dispose d'une armée d'active comptant 66 950 hommes contre 44 800 hommes pour l'Arménie, auxquels il faut ajouter les 18 à 20 000 hommes du Haut-Karabakh. Les nombres de chars et de pièces d'artillerie azerbaïdjanais, estimés entre 439 et 542, sont sensiblement les mêmes que ceux des forces arméniennes et du Karabakh combinées[6]. En revanche, les moyens budgétaires contrastent fortement. Si l'Azerbaïdjan dispose d'importantes ressources d'hydrocarbures dont il tire ses principaux revenus, l'Arménie, pays enclavé et qui fait l'objet d'un blocus par l'Azerbaïdjan à l'est et par la Turquie à l'ouest, continue de fonder une partie de son développement économique sur les transferts de fonds des Arméniens de la diaspora[7].

## 1.1. Les efforts de défense respectifs : un déséquilibre en trompe l'oeil

Lors d'un exercice entre garde-frontières et forces armées en juin 2010, le président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, se vantait que le budget de la défense de son pays, évalué alors à 2,15 milliards de dollars, excédait la totalité du budget de l'État arménien[8]. Cette assertion, bien qu'elle ait été par la suite remise en question, illustre l'écart des dépenses militaires observées entre les deux pays sur les dix dernières années, rassemblées dans le tableau suivant.

6. International Institute for Strategic Studies : *The Military Balance 2016,* Londres, Routledge, février 2016, p. 170-172.
7. En 2013 par exemple, les envois de fonds vers l'Arménie équivalaient selon la Banque mondiale à 21% du PIB national. Voir Banque mondiale, « Migrations et envois de fonds », consulté la dernière fois le 29 août 2016.
8. Auteur inconnu, « Ilham Aliyev : Azerbaijan's Military Budget Exceeds Armenian National Budget », 26 juin 2010.

**DÉPENSES MILITAIRES 2005-2015** (millions dollars constants 2014)




(Source : SIPRI, SIPRI Military Expenditure Database, consultée la dernière fois le 13 décembre 2016)

Alors qu'elles représentaient déjà plus du triple de celles de l'Arménie en 2005, les dépenses militaires de l'Azerbaïdjan ont significativement augmenté les dix dernières années pour atteindre près de sept fois et demi celles de l'Arménie en 2015, et s'établir à 3,7 milliards de dollars[9]. Néanmoins, ce déséquilibre apparent du rapport de forces appelle plusieurs commentaires. D'abord, il faut rappeler que l'Azerbaïdjan, davantage que l'Arménie, ne disposait à son indépendance d'aucune architecture de défense, ni de stock d'armements, ni d'armée nationale[10]. Ensuite, le pays sortait de la guerre en situation de récession, le PIB ayant chuté de 60% entre 1989 et 1995, et il fallut attendre le milieu des années 2000 pour qu'il puisse commencer à bénéficier des revenus pétroliers massifs[11]. L'importance des dépenses militaires sur la décennie 2005-2015 s'explique donc d'abord par l'ampleur des besoins auxquels le gouvernement peut seulement commencer à répondre grâce à l'obtention de ressources financières indisponibles auparavant.

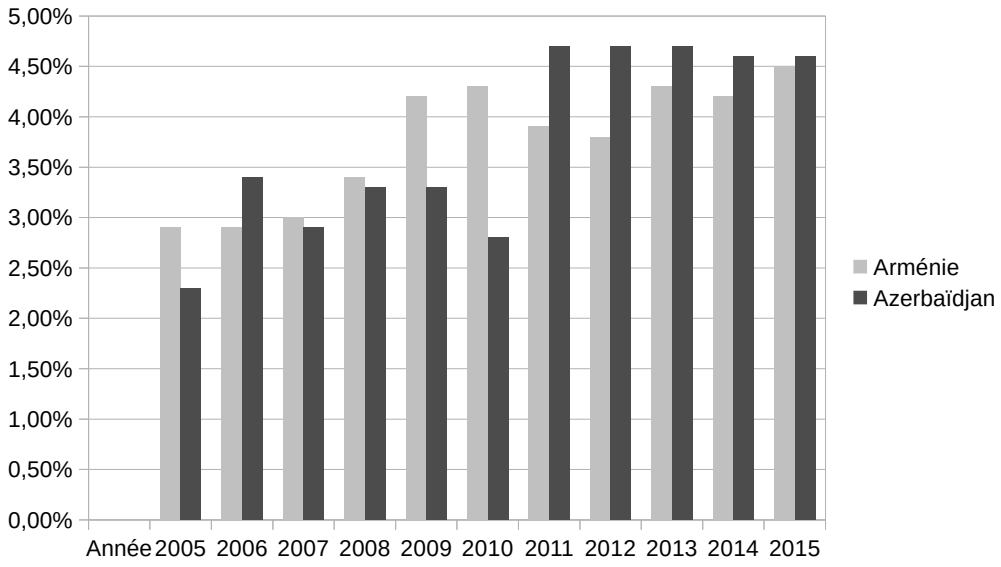
9. Deux éléments comptables cependant : les dépenses arméniennes n'incluent pas les pensions et retraites, et seraient alors supérieures de 20%, tandis que le SIPRI n'incluait pas avant 2011 les fonds des « projets spéciaux de défense » dans les dépenses de l'Azerbaïdjan. Or, ces fonds, séparés du budget de la défense par le gouvernement, constitueraient le noyau des acquisitions de matériel et représentent des sommes importantes : près de la moitié des dépenses militaires totales en monnaie nationale pour 2011. Par conséquent, le doublement des dépenses militaires azerbaïdjanaises entre 2010 et 2011 correspond en partie à ce changement comptable. Sur les fonds spéciaux, voir CAFFREY Craig, « Azerbaijan to cut defence spending by 40% », *IHS Jane's,* 27 janvier 2016.

10. De WAAL Thomas, *ibid.,* p. 177.

11. CIARRETA Aitor et NASIROV SHAHRIYAR, « Analysis of Azerbaijan Oil and Gas Sector », *US Association for Energy Economics,* 2011, p. 4.

En outre, l'effort de défense des deux pays s'observe mieux lorsqu'il est rapporté au PIB, ce que récapitule le tableau suivant. Pris sous cet angle, il paraît sensiblement plus équilibré. En moyenne, sur la période 2005-2015, les dépenses militaires arméniennes atteignent 3,8% du PIB, contre 3,7% pour l'Azerbaïdjan.

**DÉPENSES MILITAIRES 2005-2015** (en % PIB)




(Source : SIPRI, SIPRI Military Expenditure Database, consultée la dernière fois le 13 décembre 2016)

Ainsi, sur la période 2005-2015, l'Arménie possède les dépenses militaires de la défense rapportées au PIB les plus élevées des membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), derrière la Russie dont les dépenses militaires représentent quasiment 4% du PIB. En 2014, les dépenses de santé arméniennes atteignaient 4,7% du PIB, soit quelques dixièmes de plus que les dépenses militaires, estimées à 4%[12]. Mais à quoi correspondent ces dépenses militaires ? Il semble difficile de répondre catégoriquement à cette question, au vu du manque de transparence des budgets militaires des deux États : aucun des deux ne détaille par catégorie les dépenses prévues, mais tous les deux dissimulent des fonds affectés à la défense sous des appellations détournées, comme les « investissements de l'État » pour l'Azerbaïdjan[13].

12. GRAEBE Jan, « Global Militarisation Index 2014 », *Bonn International Center for Conversion,* décembre 2014, p. 8.
13. International Crisis Group, « Armenia and Azerbaijan : Preventing War », *Europe Briefing,* n°60, 8 février 2011, p. 6.

## A) L'Arménie

La doctrine militaire de l'Arménie, publiée en 2007 et censée préciser les dispositions de la Stratégie de sécurité nationale, fournit peu d'indications sur les priorités budgétaires du secteur de la défense. Il est seulement fait mention d'une volonté d'accroitre la part des militaires professionnels dans une armée constituée majoritairement de conscrits, ce qui implique des salaires plus élevés que ceux des appelés, et qui pourrait constituer un facteur d'explication du triplement des dépenses militaires allouées au personnel entre 2004 et 2013[14]. En effet, de 20 milliards de drams en 2004 (environ 27 millions de dollars), les dépenses effectives allouées au personnel sont passées à 64 milliards de drams environ, sans qu'une dévaluation de la monnaie ne soit intervenue entretemps[15]. Si les effectifs totaux de l'armée d'active et de la réserve sont restés sensiblement similaires sur la période, ce qui écarte aussi la possibilité d'un accroissement des dépenses lié à une extension du recrutement, la part des conscrits a en revanche diminué significativement : de 64,4% de l'armée de Terre en 2007, elle tombe à 45% en 2013[16]. Ainsi, l'augmentation des dépenses de personnel peut s'expliquer en partie par l'accroissement de la part des soldats de métier, qui exigent des salaires plus importants. Notons que le gouvernement arménien finance également les funérailles des soldats tués, et verse une indemnité unique aux familles du défunt, d'un minimum de 3,7 millions de drams (environ 7 700 dollars)[17]. S'il n'est pas possible de savoir dans quelle mesure le gouvernement arménien prend à sa charge les indemnités liées à la mort de soldats de l'armée du Karabakh, il reste que les conscrits arméniens peuvent servir au Haut-Karabakh[18]. Or, la configuration du front, autour de plusieurs lignes de tranchées adverses séparées de quelques centaines de mètres seulement, facilite les tirs de sniper et donc les chances de subir des pertes quotidiennes. Quatre conscrits arméniens ont par exemple été tués dans la seule nuit du 18 au 19 juin 2010. Les indemnités liées à la mort de soldats peuvent être considérées comme un poste de dépense non négligeable, surtout lorsque le nombre de tués approche les dizaines comme dans les derniers mois de 2014.

14. *The Military Doctrine of the Republic of Armenia,* février 2007, paragraphe 50, 3).
15. UNODA, « United Nations Report on Military Expenditures : Armenia », consulté la dernière fois le 1er septembre 2016. Les rapports annuels sur les dépenses militaires fournis par les États membres des Nations unies au Bureau des affaires du désarmement des Nations unies (UNODA) informent sur les dépenses militaires effectuées, par poste de dépense. Si l'Azerbaïdjan n'en a soumis aucun sur les dix dernières années, l'Arménie a quant à elle fourni des données chaque année de 2009 à 2014.
16. Voir les chapitres des *Military Balance 2008 et 2014,* p. 165 et 171. L'augmentation générale des salaires dans l'armée constitue un autre facteur d'explication qu'il paraît cependant difficile d'établir, étant donné le manque d'informations disponibles sur les chiffres précis. Voir PLUGATAREV Igor, « Armenian Military Does not Think Much of the Americans », *WPS,* 26 mars 2004.
17. ALIBAYLI Vusala et GRIGORYAN Marianna, « The poor are the first to fight in Nagorno », *Eurasianet,* 11 mai 2016.
18. *Ibid*.

Mais selon les rapports soumis au Bureau des affaires du désarmement des Nations unies (UNODA) pour 2004-2013, le premier poste des dépenses militaires arméniennes concerne les opérations et la maintenance : depuis 2004, il a toujours été supérieur à 41% des dépenses militaires totales, avec un pic en 2008 à 50%[19]. Plusieurs éléments d'explication peuvent être avancés pour expliquer ce résultat. D'abord, la configuration statique du conflit au Haut-Karabakh exige l'entretien quotidien des soldats de la ligne de front. Or, les températures locales, qui peuvent atteindre aux contreforts -10°C et aux sommets des montagnes jusque -20°C, nécessitent de prévoir un surplus de calories par soldats, d'eau potable et de fournir des vêtements adaptés[20]. De même, le froid exerce une action sur le maintien en condition opérationnelle des équipements : perturbation des instruments électroniques et évaporation incomplète des essences forcent à prévoir davantage de carburant, de batteries et de pièces de rechange, et donc davantage de dépenses liées aux opérations et maintenance[21]. Bien que la coopération militaire entre l'Arménie et le Haut-Karabakh reste confidentielle, plusieurs sources arméniennes nous ont confirmé que le budget militaire arménien couvrait également les besoins de la République du Haut-Karabakh, ce qui contribuerait à expliquer pourquoi les dépenses des opérations et maintenance sont si élevées[22]. Enfin, l'importance de ce dernier poste budgétaire peut s'expliquer par les besoins en matériel (hors munitions) et carburant liés aux entraînements et exercices militaires réguliers que tient l'Arménie sous différents formats : exercice interne, bilatéral avec la République du Haut-Karabakh ou les forces russes stationnées en Arménie, ou multilatéral dans le cadre annuel de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC).

En octobre 2012 par exemple, un exercice militaire d'envergure, qui aurait inclus 40 000 soldats et des milliers de pièces d'équipements militaires, s'est déroulé durant deux semaines en Arménie et au Haut-Karabakh[23]. En avril 2011, le porte-parole du ministère de la Défense arménien annonçait également une augmentation des entraînements en camps des réservistes, estimés à 210 000, d'une durée moyenne d'une semaine[24]. L'organisation et la prise en charge de ces réservistes impliquent également un coût régulier, ne serait-ce que pour couvrir leurs besoins quotidiens (nourriture, logement), qui sera d'autant plus important si les entraînements comportent des exercices de tirs à balles réelles nécessitant des réserves de munitions.

La part des dépenses militaires consacrées aux achats et aux constructions de nouvelles infrastructures n'a elle jamais dépassé 21%, et s'est même réduite de moitié entre 2004 et 2013, pour tomber à 13,2%. Pourtant, selon les chiffres de l'UNODA, elles ont presque doublé en valeur absolue : de 13 milliards de drams (environ 27 millions de dollars) en 2004, elles passent à plus de 25 milliards en 2013 (environ 53,9 millions de dollars).

19. Le poste opérations et maintenance est défini comme l'ensemble des fournitures d'usage courant, comme la nourriture, les vêtements, les produits pétroliers, le matériel d'entraînement hormis munitions, le matériel médical, ainsi que les dépenses d'entretien et de réparation, et les services contractés types frais de voyage, postaux, d'impression, et ceux assurés par des entreprises civiles. Voir UNODA, *Communication de l'Information relative aux dépenses militaires,* non datée, p. 5.
20. Les températures sont tirées du site Karabakh.travel.
21. RÉGNIER Paul-David : *Dictionnaire de géographie militaire,* Paris, CNRS Editions, 2008, p. 137.
22. Communication Skype avec INGILIZIAN Masis, analyste militaire chez *Bellingcat,* août 2016.
23. KUCERA Joshua, « Armenian Military Simulates Attack on Azerbaijan's Oil », *The Bug Pit,* 17 octobre 2012.
24. Auteur inconnu, « Armenia plans large-scale military exercises », *Armenia.com,* 30 août 2012.

Cette augmentation en valeur absolue des dépenses d'acquisition d'armements, particulièrement visible depuis 2011, s'inscrirait logiquement dans l'exécution du *Programme d'État pour le d*éveloppement de l'*armement et du matériel militaire,* approuvé en 2010 par le président Sargsyan pour la période 2011-2015[25]. Le programme évoque comme l'une des priorités l'acquisition et le renforcement des capacités de « frappe longue portée », pour toucher les « installations stratégiques » des adversaires, impliquant une gamme d'armements allant des lance-roquettes multiples aux missiles balistiques. Toutefois, le fait que six des huit transferts d'armements conventionnels majeurs répertoriés entre 2004 et 2015 concernent du matériel de seconde main, notamment les systèmes d'artillerie et les dix avions d'appui Su-25 achetés à la Slovaquie en 2004, soulignent les limites financières du gouvernement arménien.

À cet égard, l'objectif d'acquérir des systèmes de missiles balistiques peut paraître irréaliste. Lors du premier trimestre 2015 pourtant, plusieurs articles faisaient état de négociations avec la Russie pour l'acquisition de missiles balistiques *Iskander*, jusque lors jamais exportés et, mi-septembre 2016, au moins deux de ces systèmes étaient repérés à Erevan[26]. Bien que le coût de la transaction reste inconnu, le type de matériel et son niveau de sophistication semblent le rendre presque inaccessible pour les finances arméniennes : l'acquisition d'un bataillon standard comprenant quatre véhicules tracteurs-érecteurs-lanceurs et les véhicules de commandement et contrôle impliquerait un investissement de près de cent millions de dollars[27].

Néanmoins, les chiffres des seules dépenses d'acquisition d'armements ne reflètent pas les véritables moyens dont dispose l'Arménie pour acquérir du nouveau matériel, du fait de sa relation privilégiée en la matière avec la Russie. En effet, la politique de Moscou vis-à-vis du Haut-Karabakh a eu comme principe de maintenir un relatif équilibre entre les capacités militaires des deux belligérants, offrant par conséquent la possibilité à l'Arménie d'acquérir, en vertu de négociations secrètes et informelles, des armes russes à des prix réduits, voire nuls[28]. En 2010 par exemple, en même temps que le vote du programme de modernisation de l'armement, un accord a été signé entre Moscou et Erevan pour prolonger le stationnement de forces russes en Arménie, en l'échange d'une aide financière russe pour l'acquisition d'armes « modernes ». L'assistance fournie par la Russie entre donc dans la réflexion sur les dépenses en matière d'acquisition d'armements : cette coopération figure d'ailleurs parmi les priorités de l'architecture de défense promue par la Doctrine militaire arménienne. En 2015, soit la dernière année concernée par le programme de modernisation de l'armement, les deux pays sont même parvenus à un accord sur un prêt à taux avantageux de la Russie d'une valeur de 200 millions de dollars, soit près de quatre fois les dépenses arméniennes d'acquisitions d'armements de l'année précédente, pour acheter des équipements russes[29].

---

25. Auteur inconnu, « Armenia Approves Army Modernization Plan », *Radio Free Europe / Radio Liberty,* 14 décembre 2010.
26. Auteur inconnu, « Armenia Displays New Missiles at Independence Day Parade », *Armenian Weekly,* 22 septembre 2016.
27. Correspondance courriel avec un chercheur d'Armament Research Services (ARES), 25 octobre 2016.
28. Correspondance avec KUCERA Joshua, journaliste spécialisé sur la Russie, juillet 2016.
29. Plus tard détaillés comme un *package* allant de fusils sniper *Dragunov* aux lance-roquettes multiples TOS-1A et *Smerch* BM-30 en passant par des MANPADS et des missiles guidés anti-chars. DALY John C.K., « Russia Proclaims 'Parity' in Arms Sales to Armenia and Azerbaijan », *Jamestown Foundation,* 12 avril 2016.

Enfin, des montants très limités sont irrégulièrement affectés au département de l'industrie de défense du ministère de la Défense, notamment pour des opérations de recherche et développement : en 2008 et 2012, ils représentent moins de 1% des dépenses effectives[30].

### B) L'Azerbaïdjan

Les dépenses militaires et le budget de défense restent très difficiles à évaluer pour l'Azerbaïdjan car, hormis le vote annuel du budget général au Parlement, les décisions spécifiques concernant les dépenses de défense sont prises par la présidence seule. De plus, l'absence de procédure d'appels d'offre publics pour les importations d'armements constitue un autre facteur d'opacité. L'Azerbaïdjan n'a pas non plus fourni de rapports à UNODA sur ses dépenses effectives, tandis que le document de la stratégie de sécurité nationale ne renseigne pas sur les priorités d'investissement. Ainsi, les annonces des officiels du gouvernement constituent la source d'information quasi unique sur les dépenses militaires. Or, elles doivent être considérées avec précaution, car leur communication s'inscrit pleinement dans une rhétorique d'intimidation de l'Arménie. En effet, en août 2005, le président Aliyev annonçait s'être engagé à augmenter les dépenses militaires, alors estimées à 250 millions de dollars, jusqu'à ce qu'elles dépassent l'entièreté du budget arménien. Or, cet objectif tardait à être atteint car les budgets arméniens (et les dépenses militaires) augmentaient également.

Ainsi, ce n'est qu'en 2011 qu'Aliyev peut affirmer l'objectif atteint : les chiffres du SIPRI montrent un doublement des dépenses militaires par rapport à 2011. Mais, outre le fait que le SIPRI a procédé à un changement comptable en 2011, il semble que le gouvernement azerbaïdjanais ait lui-même gonflé artificiellement ses dépenses militaires pour 2011 en y incluant les dépenses de « sécurité » : les dépenses liées aux forces de sécurité du ministère de l'Intérieur, du personnel des situations d'urgence, du Service spécial de la sécurité de l'État qui est chargé de la protection du président et des oléoducs et gazoducs à travers le pays, ainsi que des services de maintien de l'ordre et du secteur de la justice[31]. Entre 2010 et 2015, le gouvernement d'Ilham Aliyev a affirmé avoir dépensé l'équivalent de 20 milliards de dollars dans le secteur militaire, dont 7 milliards pour l'achat d'armements, ce qui suppose donc qu'une partie du total restant – plusieurs milliards – ait été affectée aux dépenses de personnel. Les facteurs pouvant conduire à une telle augmentation des dépenses de personnel pourraient être les suivants : augmentation des effectifs, renforcement significatif de la part des militaires professionnels, hausse des salaires pour une ou plusieurs catégories de soldats, ou pertes massives lors des combats puisque le gouvernement azerbaïdjanais indemnise les familles des soldats tués à hauteur de 121 dollars par mois au minimum, en fonction du rang[32]. Or, aucun de ces facteurs ne s'est appliqué de façon suffisante pour expliquer l'allocation de telles sommes au secteur du personnel. Sur la période, les effectifs des forces armées sont restés sensiblement les mêmes, tandis que la part

30. Voir UNODA, *op. cit.*

31. SANAMYAN Emil, « Rhetoric and Reality in Azerbaijan's military spending », *Economic Intelligence Unit,* 28 janvier 2015. Nous remercions l'auteur d'avoir mis à disposition gratuitement cet article.

32. ALIBAYLI Vusala et GRIGORYAN Marianna, *op. cit.*

des professionnels s'y est légèrement accrue, mais pas suffisamment pour expliquer un accroissement des dépenses de plusieurs milliards de dollars. Le salaire des officiers subalternes et des officiers supérieurs servant au front a augmenté de 600 à 1000 dollars et de 1200 à 1600 dollars, mais ceux-ci restent minoritaires comparés aux soldats du rang qui eux ne reçoivent pas de « salaire » à proprement parler, mais une couverture de leurs besoins de base (nourriture, logement, habillement)[33]. Enfin, à partir des chiffres du Caspian Defense Studies Institute présenté plus haut, l'on peut estimer qu'une moyenne haute de 46 soldats azerbaïdjanais ont été tués chaque année depuis mai 1994 au front (offensive d'avril 2016 exclue), ce qui, si l'on multiplie ce chiffre par l'indemnité minimale versée par le gouvernement aux familles des victimes, permet d'évaluer à un minimum de 768 000 dollars les dépenses annuelles consacrées aux indemnités des familles de victimes. Ainsi, un total de 4,6 millions de dollars d'indemnité aurait été versé entre 2010 et 2015. Il est par conséquent probable que le gouvernement azerbaïdjanais ait surévalué d'1 milliard de dollars chaque année ses dépenses militaires entre 2011 et 2015[34].

Si la part des dépenses d'acquisitions d'armements peut varier d'une année sur l'autre, il semble cependant acté qu'elle représente le double de celle de l'Arménie, soit un pourcentage compris entre 25 et 40% des dépenses militaires totales chaque année[35]. En 2012, une estimation du *Doktrina Center*, un centre de recherche militaire de Bakou, estimait entre 600 et 800 millions de dollars les dépenses d'acquisition d'armements annuelles de l'Azerbaïdjan[36]. À titre d'exemple, pour l'année 2012 justement, un seul contrat, signé avec Israël pour un montant estimé à 1,6 milliard de dollars, ferait théoriquement grimper à 50% au minimum la part des dépenses militaires allouées à l'acquisition d'armements, les fonds des « projets spéciaux » de défense inclus. Depuis février 2015, trois dévaluations de la monnaie nationale ont également eu lieu, de sorte que le manat s'est fortement déprécié par rapport au dollar. Or, étant donné que Bakou acquiert essentiellement ses armes de partenaires étrangers, ces dévaluations ont certainement conduit à une augmentation sensible des dépenses d'acquisition pour 2015 et 2016[37]. L'acquisition d'armements comprend également les dépenses liées à l'acquisition de munitions destinées aux entraînements et exercices militaires, qui restent inconnues. L'Azerbaïdjan s'investit par exemple dans des exercices annuels tactiques avec la Turquie, formalisé par le partenariat stratégique de 2010 et dont l'échelle s'est étendue depuis 2011-2012, qui incluent des exercices de tirs à balles réelles[38].

Concernant le poste des opérations et maintenance, l'Azerbaïdjan possède l'avantage de disposer de son propre carburant pour faire fonctionner ses véhicules, ce qui réduit l'ampleur d'une des sous-catégories de dépenses du poste.

---

33. Entretien Sskype avec Emil SANAMYAN, journaliste freelance, 5 octobre 2016.
34. *Idem.*
35. Communication Skype avec Masis Ingilizian, *op. cit.* Rapportées aux dépenses totales du SIPRI pour 2011, les dépenses d'acquisition calculées par le Doktrina Center en représenteraient un pourcentage proche de 25%. Voir SULTANOVA Shahla, « Azerbaijan Brings in the Big Guns », *Transitions Online,* 12 juillet 2012.
36. Shahla Sultanova, « Azerbaijan Brings in the Big Guns », *Transitions Online,* 12 juillet 2012.
37. Correspondance courriel avec Jasur Sumerinli, directeur du CDSI, 5 septembre 2016.
38. Stratfor, « Azerbaijan and Turkey's Evolving Military Ties », 19 juillet 2013.

En revanche, l'entretien des soldats et des matériels reste une composante non négligeable des dépenses, d'autant plus que trois des quatre corps de l'armée de Terre sont affectés aux opérations du Haut-Karabakh[39]. Par conséquent, les dépenses prévues d'entretien du personnel militaire, incluant la nourriture, les vêtements, le logement et les salaires absorberaient en 2016 30 % du budget, soit 600 millions de manats (360 millions de dollars environ)[40]. Étant donné que ni les effectifs ni les salaires n'ont significativement augmenté durant les dix dernières années, il est probable que la part du poste d'entretien du personnel militaire se soit maintenue sur la période.

Enfin, une part des dépenses militaires est affectée au ministère de l'Industrie de défense, fondé en 2006, et qui opère séparément du ministère de la Défense. Le ministère de l'Industrie de défense propose son propre budget au cabinet des ministres, qui doit servir à réaliser le Programme de défense de l'État, également rédigé par le ministère[41]. Ses activités couvrent la production, la réparation et maintenance ainsi que la recherche et développement dans le domaine militaire, à travers l'Institut de recherche du ministère de l'Industrie de défense. En 2012, les fonds alloués au ministère équivalaient à deux milliards de dollars, mais ont été divisés par quatre en 2016 pour tomber à 450 millions de dollars, du fait des dévaluations successives du manat[42]. Malgré ces coupes budgétaires significatives, plusieurs facteurs, d'ordre économique et stratégique, tendent à suggérer le maintien d'une politique de soutien budgétaire au développement de l'industrie de défense. Tout d'abord, le développement de l'industrie de défense ouvre des débouchés à l'exportation, qui permettraient d'impacter positivement la balance commerciale. Alors que la croissance économique azerbaïdjanaise ralentit depuis la seconde moitié de 2015, fortement affectée par la chute des prix du pétrole, le développement de l'industrie de défense constitue une piste de diversification de l'économie et de renforcement des exportations non pétrolières. Selon le ministre de l'Industrie de défense Yaver Jamalov, qui s'exprimait le 12 juillet 2016, les entreprises de défense azerbaïdjanaises avaient jusqu'à présent signé des contrats d'une valeur combinée de 106 millions de dollars, sans toutefois préciser sur quel intervalle temporel ni l'état de réalisation des contrats[43]. Si les travaux de théorie économique concluent que la baisse de la croissance économique se traduit par une baisse des dépenses militaires, la relance des dépenses publiques dans l'industrie de défense azerbaïdjanaise pourrait justement produire des effets bénéfiques sur d'autres secteurs de l'économie par le développement d'applications civiles de certains biens à double usage : le cas des drones, où une coopération poussée est engagée avec Israël, en forme un exemple.

Au vu des déclarations du ministère des Industries de défense ainsi que des équipements présentés durant les salons d'armement, le développement des capacités de production s'est focalisé jusqu'à présent sur les armes légères et de petit calibre et leurs munitions,

39. « Analysis : Armenian – Azeri Fighting in Nagorno-Karabagh », *Army Recognition,* 4 avril 2016.

40. Correspondance courriel avec Jasur Sumerinli, *op. cit.*

41. Ministry of Defence Industry of Azerbaijan, *Charter of the Ministry*, 27 septembre 2006.

42. *Ibid.*

43. Auteur inconnu, « Azerbaijan Defence Industry Expands Range of Their Weapons and Ready to Export », *Contact.az*, 12 juillet 2016.

suivant la configuration statique du front où les pertes sont essentiellement causées par des snipers. Ainsi, en 2008, le fusil d'assaut anti-matériel *Istiglal* (destiné à percer des blindages) doté du calibre d'époque soviétique 14,5 x 114 mm, était présenté lors du salon *International Defence Exhibition and Seminar* (IDES), et par la suite exporté en petites quantités en Turquie, Jordanie et au Pakistan[44]. Également introduit au sein des forces azerbaïdjanaises, son puissant calibre l'oriente cependant davantage vers une utilisation de contre-sniper, afin d'engager des adversaires abrités par des murs et barricades, voire des blindés légers circulant derrière la ligne de front[45]. En 2011, le ministère acquérait une licence de production du fusil d'assaut russe Ak-74M, qu'il a doté d'une crosse repliable et chargé de munitions OTAN 5,56 x 45 mm. L'Azerbaïdjan a également entrepris en 2015 des essais de son fusil sniper *Yirtiji* 7,62 x 54 mm, censé remplacer à terme le *Dragunov* russe actuellement en service. Surtout, le gouvernement a plusieurs fois annoncé co-produire plusieurs versions de drones israéliens, comme l'*Orbiter*-2M, ainsi les véhicules blindés sud-africain *Marauder*, *Matador* et *Caprivi* Mk3, une variante azerbaïdjanaise de ce dernier ayant été présentée lors du salon *Azerbaijan Defence Exhibition* (ADEX) 2016[46]. Néanmoins, le processus de production se limiterait jusqu'à présent à un assemblage des pièces constitutives de ces armements plutôt qu'à une maîtrise complète des lignes de production[47].

## 1.2.L'acquisition d'armements : le poids de la dépendance à la Russie

Les dix dernières années ont vu les deux États acquérir de nouveaux armements conventionnels majeurs qui permettent d'esquisser un croquis du rapport de forces général[48]. Celui-ci est avant tout marqué par une omniprésence de la Russie dans les ventes d'armements aux deux belligérants. L'intérêt premier de Moscou dans la région est d'assurer que l'OTAN n'y pénètre pas. Ainsi, une alliance incluant une présence militaire avec l'Arménie paraît incontournable afin de contrer toute initiative de la Turquie, justement impliquée dans le Caucase par son soutien à l'Azerbaïdjan dans le conflit, et plus généralement par des liens ethno-linguistiques avec ses populations. En échange de sa présence militaire dans le pays, la Russie fournit des armements à prix réduits à l'Arménie et a conclu avec elle un pacte d'assistance en cas d'agression. Celui-ci vise avant tout la Turquie, mais la possibilité de voir l'Azerbaïdjan se rapprocher militairement

44. World-Guns, « Istiglal Ist-14.5 anti-material rifle », article non-daté ; Military-Factory, « Istiglal IST – 14.5 AMR (Independence) », 4 juin 2015.

45. World-Guns, « Istiglal ISt – 14,5 anti-material rifle (Azerbaïjan) », date inconnue.

46. Auteur inconnu, « Azerbaijan to demsontrate new Ildirim Mine Resistant Ambush Protected Vehicle at ADEX 2016 », *Defence Blog,* 27 septembre 2016.

47. Entretien skype avec Emil Sanamyan, *op. cit.*

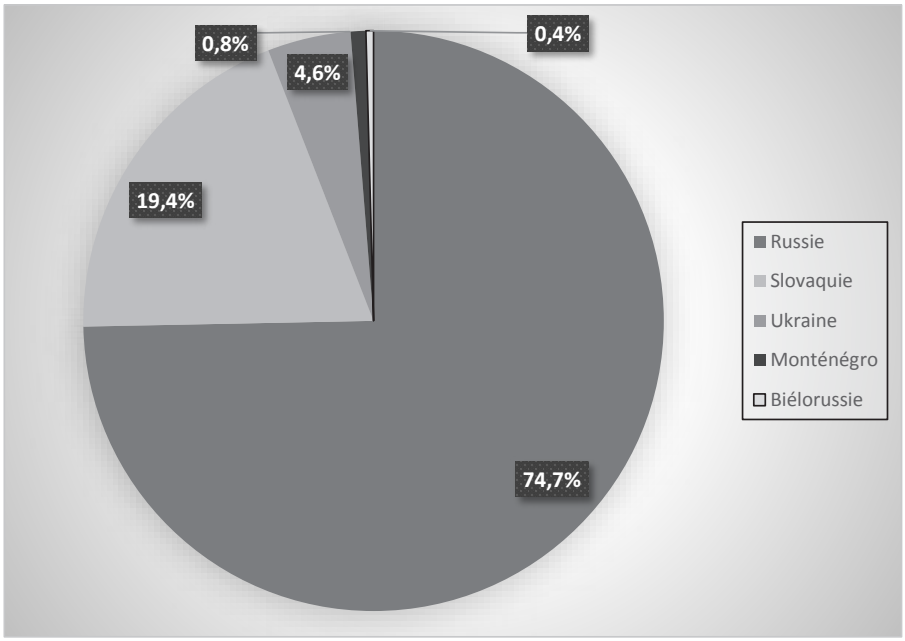
48. Le SIPRI se limite aux « armements conventionnels majeurs », rassemblant : véhicules blindés, artillerie de calibre supérieur à 100 mm, aviation, système de défense anti-aérienne et sous-marine, missiles, navires, moteurs, systèmes radars et satellites. Nous laissons de côté les ALPC, en raison du manque de fiabilité des sources. Les chiffres du NISAT par exemple, triés à partir des données d'UN COMTRADE, présentent des cas manifestes de doublons et certains transferts paraissent douteux au vu de la catégorie dans laquelle ils sont classés. La question particulière des mines est également laissée de côté. Notons toutefois que ni l'Arménie, ni l'Azerbaïdjan ne sont parties à la Convention sur l'interdiction des mines, et que de larges portions de la ligne de front sont toujours minées.

d'un membre de l'OTAN pousse également Moscou à maintenir la pression sur Bakou, qui reste un concurrent sur d'autres tableaux comme celui de l'approvisionnement de l'Europe en hydrocarbures. Toutefois, l'alliance avec l'Arménie ne peut se justifier qu'en entretenant la menace azerbaïdjanaise, ce qui explique en partie les ventes d'armements très sophistiqués de Moscou à Bakou. Vendre de telles armes permet en retour d'exiger plus de contreparties de l'Arménie : après que le président Sargsyan a déclaré vouloir rejoindre l'Union douanière proposée par la Russie en 2013, l'Arménie a obtenu une réduction du prix du gaz, une suspension de la taxe d'exportation sur le pétrole russe et une nouvelle baisse des prix sur les armes.

### A) L'Arménie et le Haut-Karabakh : la dissuasion conventionnelle plutôt que l'accumulation des forces[49]

Selon le SIPRI, entre 2004 et 2015, cinq États auraient livré des armements conventionnels majeurs à l'Arménie dans le cadre de huit transferts.

**ORIGINE DES EXPORTATIONS D'ARMES VERS L'ARMÉNIE 2004-2015**
(en % de millions de TIV)




(Source : SIPRI Arms Transfer Database, graphique généré le 3 septembre 2016)

49. Pour cette partie, nous nous appuyons, sauf mention contraire, sur les données du SIPRI générées dans la base de données sur les transferts d'armes : https://www.sipri.org/databases/armstransfers

La Russie demeure le fournisseur principal, presque exclusif, de l'Arménie au vu de l'évaluation des armements transférés. A fortiori, l'Arménie demeure complètement dépendante du matériel de standard soviétique, puisque trois de ses fournisseurs sont d'anciennes républiques tandis que les deux restants faisaient partie de l'Organisation du pacte de Varsovie. Cette caractéristique tend à perdurer puisque c'est également en collaboration avec des entreprises russes que l'Arménie prévoit de développer un embryon d'industrie de défense[50].

De manière générale, les acquisitions de l'Arménie sur les dix dernières années témoignent d'une volonté de dissuader l'Azerbaïdjan de reprendre l'offensive plutôt que de l'équilibrer en accumulation de matériel. Ainsi, elles concernent principalement une vingtaine de systèmes d'artillerie de 122 mm, des systèmes anti-missiles 5V55U / SA 10 ainsi que deux S-300 PS / SA-10B en service dans l'armée de l'air. Plus récemment, en 2013, les forces arméniennes ont également reçu 200 MANPADS Igla-S / SA-24. L'accent est donc porté sur la défense antimissile et surtout anti-aérienne mobile, dont le socle repose sur l'acquisition de deux systèmes S-300 PS qui visent à empêcher toute attaque éventuelle de l'aviation azerbaïdjanaise, supérieure en nombre à la flotte arménienne, sur le territoire arménien. Bien que les systèmes de défense anti-aérienne arméniens et de la République autoproclamée du Haut-Karabakh manquent de capacités d'engagement multiple, leur orientation sur le terrain assure une couverture croisée et donc la possibilité de frapper plusieurs appareils d'une même zone[51]. La crédibilité de la défense anti-aérienne du Haut-Karabakh s'appuie aussi sur la mobilité des principaux systèmes déployés, les 2K11 Krug / SA-4 GANEF, qui peuvent naviguer facilement à travers les différents terrains de la région[52].

À la mise en place d'une défense anti-aérienne croisée, l'Arménie ajoutait, jusqu'à la réception des S-300 PMU2 par Bakou en 2011, une capacité de dissuasion conventionnelle fondée sur 24 missiles balistiques tactiques *Scud*-B et 8 lanceurs acquis entre 1992 et 1997 de la Russie[53]. Les *Scud* peuvent frapper des cibles jusqu'à 300 km et ainsi menacer la plupart du territoire azerbaïdjanais. Or, les S-300 PMU2 azerbaïdjanais, opérationnels et probablement déployés à proximité de la ligne de front, pourraient saturer les lanceurs de *Scud*-B en envoyant simultanément jusqu'à douze missiles anti-missiles[54]. Un nouveau développement est intervenu en septembre dernier, lorsque l'Arménie affichait pour la première fois des systèmes de missiles balistiques *Iskander* russes lors d'un défilé militaire à Erevan.

Deux des avantages du système *Iskander* – technologie de pointe jusqu'alors jamais exportée par la Russie – par rapport aux *Scuds* résident dans la portée et la précision des tirs. En effet, la marge d'erreur du missile *Iskander* peut descendre entre 5 et 7 m,

50. Auteur inconnu, « Armenia approves plan to develop domestic defence industry », *Asbarez,* 13 décembre 2010.
51. O'CONNOR Sean, « Air Defense : Nagorno Karabakh », *I&A,* vol. 1, n°1, février 2011, p. 10.
52. *Op. cit.,* p. 9.
53. *United States of America Congressional Record,* vol. 144, partie 6, Washington, US Government Printing Office, p. 9155.
54. Communication Skype avec Masis INGILIZIAN, *ibid.*

contre 450 m pour les *Scud*-B[55]. Le premier peut donc être utilisé pour conduire des frappes chirurgicales contre des objectifs ciblés, stratégiques ou symboliques : selon les dires d'un observateur du conflit, l'Arménie peut aisément pulvériser la résidence du président Aliyev à l'autre bout du pays sans causer davantage de dommages[56]. Concernant la portée des missiles *Iskander*, les déclarations et reportages se sont bornés jusqu'à présent à affirmer qu'ils correspondent à la version d'exportation, dont la portée maximale est limitée à 280 km, donc équivalente à celle des *Scud*-B. D'ailleurs, il est possible que la version d'exportation dispose également d'un degré de précision moindre que celle utilisée par l'armée russe. Néanmoins, il paraît logique que seule une version d'exportation aux performances plus limitées ait été évoquée pour le moment, puisque l'exportation du système original *Iskander*-M, d'une portée maximale de 500 km, se ferait en violation du Traité sur l'élimination des missiles intermédiaires et à plus courte portée (FNI), auquel l'Arménie est partie en tant que l'un des États successeurs de l'Union soviétique[57].

Surtout, le nombre de lanceurs, au minimum deux, et le nombre de missiles importés restent pour le moment inconnu, empêchant donc d'évaluer si leur acquisition permettrait, éventuellement de concert avec des missiles balistiques de plus courte portée, de saturer les systèmes anti-missiles azerbaïdjanais[58]. Quoiqu'il en soit, cette capacité de dissuasion conventionnelle ne s'applique qu'à un scénario d'escalade presque maximal, mais n'affecte pas véritablement le déroulement ou la potentialité de combats plus limités. En effet, l'Arménie n'a menacé d'utiliser ses missiles balistiques que lorsque le gouvernement azerbaidjanais lui-même menaçait de mener une stratégie anti-cités, c'est-à-dire de bombarder la capitale du Haut-Karabakh, Stepanakert.

En effet, bien que les missiles balistiques en constituent l'aspect le plus marquant, les capacités de frappe des installations stratégiques et vitales de l'Azerbaïdjan ne s'y réduisent pas exclusivement. En effet, plusieurs infrastructures de transport et oléoducs vitaux pour le transport des hydrocarbures azerbaïdjanais serpentent à quelques dizaines de kilomètres seulement de la ligne de contact, ce qui les rend vulnérables à certains types de frappe (voir cartes aux pages 35 et 36). Ainsi, plusieurs contrats d'acquisition comprenant des lance-roquettes ont été signés depuis l'adoption du Programme d'acquisition de matériel en 2010 : à l'été 2011, l'Arménie a passé commande à la Moldavie d'une dizaine de lance-roquettes russes BM-27 *Uragan*, d'une portée comprise entre 30 et 40 km qui serait en théorie suffisante pour atteindre les oléoducs et gazoducs Bakou-Tbilissi-Ceyhan et Bakou-Tbilissi-Erzurum[59].

55. Army Recognition, « Iskander-M SS-26 Stone 9M72 9 P78E Ballistic Missile System », consulté la dernière fois le 31 octobre 2016 et « Scud-B SS1 ground-to-ground mobile medium range ballistic missile », consulté la dernière fois le 31 octobre 2016.

56. Communication Skype avec Emil Sanamyan, *op. cit.*

57. Voir le Bureau des Affaires du Désarmement des Nations unies.

58. Correspondance courriel avec Masis Ingilizian, 5 octobre 2016.

59. Auteur inconnu, « Azerbaijan deplores reported Armenian arms acquisition from Moldova », *Radio Free Europe / Radio Liberty,* 17 octobre 2011, DAVIDIAN David, « Nagorno-Karabakh and the Fate of Azerbaijan's hydrocarbon transport pipelines », *Transconflict.com,* 16 mai 2016.

En 2013, l'Arménie aurait également acquis six lance-roquettes multiples chinois AR1A, d'une portée de plus de 100 km, dont le coût est inconnu[60]. En 2016 enfin, l'Arménie a reçu un prêt de la Russie pour acheter, entre autres, des lance-roquettes BM-30 *Smerch*. Malgré un discours fondé en grande partie sur la crédibilité d'une dissuasion conventionnelle qu'entretient la menace de frappes balistiques jusque sur Bakou, l'Arménie ne se prive donc pas d'investir dans des armements qui lui offrent d'autres moyens de riposte plus graduels, mais tout aussi effectifs. Frapper en plusieurs points les réseaux de transport d'hydrocarbures et ainsi déstabiliser une économie azerbaïdjanaise encore dépendante de l'exploitation du pétrole s'avérerait moins couteux en termes d'image que la mise à exécution de frappes contre des villes.

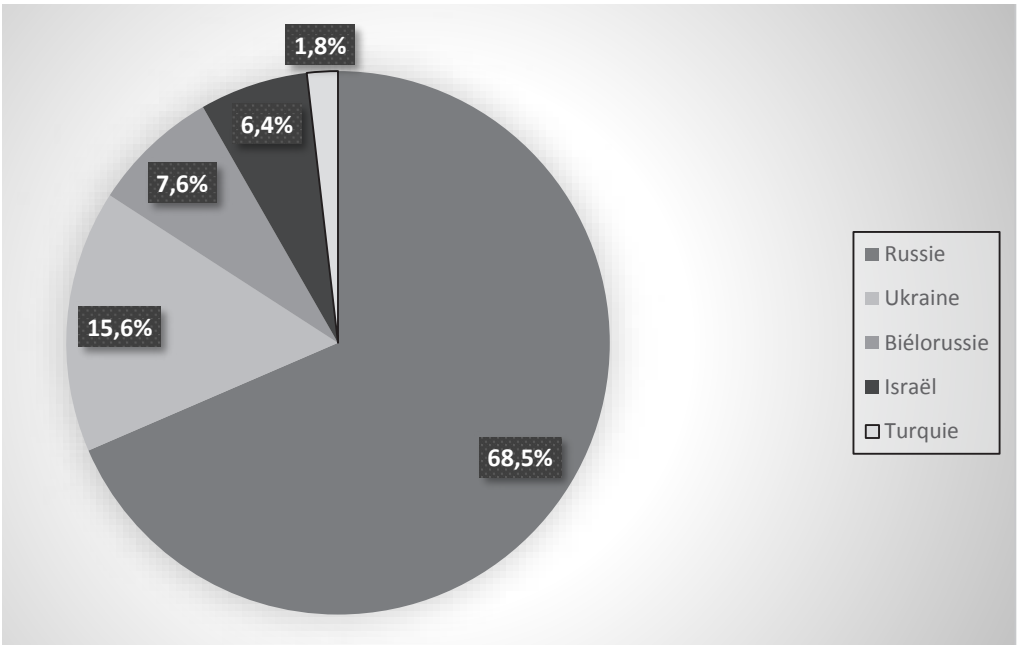
L'origine des arsenaux de la République auto-proclamée du Haut-Karabakh demeurent autrement moins connus[61]. Si plusieurs observateurs affirment que Erevan fournirait des armements et des munitions aux forces de défense du Haut-Karabakh, via notamment des dispositions dans le budget national, il demeure impossible de définir dans quelles proportions. La plupart des 200 à 300 chars et du montant similaire de pièces d'artillerie dont disposeraient les forces du Haut-Karabakh aurait été pris à l'ennemi lors de la guerre de 1991-1994, bien qu'ils aient pu bénéficier par la suite de rénovation et modernisation par l'Arménie.

### B) La modernisation des forces azerbaïdjanaises : dépasser la stratégie des frictions

Sur la période 2010-2014, l'Azerbaïdjan a été le 21e plus grand importateur d'armements conventionnels majeurs du monde, un bond de 21 places par rapport à la période précédente 2005-2009[62]. En termes de sources d'approvisionnement, la Russie reste de loin le premier exportateur d'armes vers Bakou : entre 2010 et 2014, 85% de ses importations d'armements conventionnels proviennent de Russie[63]. De plus, les importations d'armes russes sont annuelles depuis 2007, et ont tendance à augmenter depuis 2009-2010. La Russie constitue donc un partenaire toujours sérieux qui n'est pas sur le déclin. Néanmoins, la tendance est à la diversification des sources depuis la fin des années 2000, qui voit l'Azerbaïdjan s'ouvrir à des pays membres ou proches de l'OTAN, comme la Turquie mais surtout Israël.

60. Auteur inconnu, « Armenia Purchases Chinese Multiple Rocket launchers AR1A », *Armenian News*, 19 août 2013.
61. Nous suivons pour ce paragraphe Roy Synovitz, « 'Open Secret' : Experts Cas Doubt on Yerevan's Claims Over Nagorno-Karabakh », *Radio Free Europe,* 5 avril 2016.
62. SIPRI, *SIPRI Yearbook 2015, op. cit.,* p. 418.
63. KUCERA Joshua, « Azerbaijan Gets 85% of its Weapons from Russia », *The Bug Pit,* 17 mars 2015.

**ORIGINE DES EXPORTATIONS D'ARMES VERS L'AZERBAÏDJAN 2004-2015**
(en % de millions de TIV)




(Source : SIPRI Arms Transfer Database, graphique généré le 3 septembre 2016)

En termes de matériel, les capacités d'action au Haut-Karabakh ont été accrues grâce à l'investissement dans trois secteurs : l'artillerie, l'aviation légère, et les capacités anti-chars[64]. Ces nouvelles acquisitions de matériel ont permis à l'Azerbaïdjan de dépasser la seule stratégie des frictions, à entendre comme des escarmouches régulières mais cantonnées aux échanges de tirs de sniper et de certaines pièces d'artillerie de tranchée à tranchée, et de lui ajouter une capacité d'opération combinée de plus grande échelle.

Quelque 414 pièces et systèmes d'artillerie (canons automoteurs et tractés, mortiers et lance-roquettes) ont été acquis entre 2005 et 2015, en attendant la livraison de 36 canons automoteurs T-155 *Firtina* turcs. Le terrain montagneux se prête en effet aux feux indirects, et aux frappes à longue portée sans contact visuel. En particulier, l'armée de Terre a intégré 124 pièces de lance-roquettes dans son arsenal entre 2011 et 2015, dont ses premiers BMA952 *Smerch* russes et ukrainiens et une trentaine de T-107 turcs, qui auraient été utilisés lors d'une attaque contre les positions arméniennes en septembre 2015, qui a tué 4 soldats. Le nombre de mortiers, régulièrement utilisés de part et d'autre et notamment lors de l'offensive d'avril 2016, a également augmenté significativement, puisque 113 pièces, principalement de calibre 120 mm, ont été importées.

Si plusieurs transactions ont permis d'étoffer la flotte aérienne, notamment par l'acquisition de 16 Mig-29 modernisés d'Ukraine et de 11 SU-25 livrés par la Biélorussie, ces équipements auraient peu impact à l'heure actuelle sur le rapport

64. Les développements suivants se fondent sur la base de données des transferts d'armes du SIPRI.

de forces au Haut-Karabakh. En effet, ces MiG-29 ne sont pour le moment pas dotés de capacité d'attaque au sol, tandis que les SU-25 manquent de capacités furtives et seraient rapidement neutralisés par les systèmes de défense anti-aérienne du Haut-Karabakh et de l'Arménie s'ils devaient pénétrer trop avant dans le Haut-Karabakh[65]. Une possibilité de modernisation des Su-25 par l'israélien *Elbit Systems* a été évoquée, et viserait notamment à les doter de brouilleurs défensifs et de systèmes de missiles plus performants[66]. En revanche, l'acquisition d'une flotte d'hélicoptères d'attaque confère une véritable plus-value dans la guerre, en permettant de s'affranchir des contraintes du terrain montagneux. 24 Mi-35 M ont ainsi été reçus entre 2011 et 2014, ainsi que 12 Mi-24 P ukrainiens modernisés en Mi-24 *Geka* à destination de l'armée de l'air. Ces derniers, capables de conduire des opérations de nuit, sont dotés du système *Barrier-5* conçu pour intégrer des missiles anti-chars R-2V, dont 400 unités ont été réceptionnées par Bakou en 2009-2010. Selon plusieurs témoignages, l'un des hélicoptères aurait déjà été abattu lors de l'offensive d'avril 2016[67]. Le développement des capacités anti-chars est également passé par l'achat de 1 000 missiles russes pour véhicules de combat BMP-3M, dont la livraison s'est achevée en 2015.

Surtout, l'armée azerbaïdjanaise aurait franchi un saut qualitatif grâce aux contrats passés entre 2007 et 2012 avec Israël. En effet, ces transactions ont permis l'acquisition d'une trentaine de drones *Aerostar*, *Heron*, *Searcher* et *Hermès*, principalement de surveillance, de reconnaissance et de collecte de données. Néanmoins, le *Hermès* 450 est capable d'emporter des missiles, tandis que les forces azerbaïdjanaises, sans que l'on sache s'il s'agit de l'armée de Terre ou de l'Air, disposent apparemment d'un nombre inconnu de drones « kamikazes » *Harop* : l'un d'eux a notamment été utilisé contre un bus de volontaires arméniens lors de l'offensive d'avril 2016[68]. Le manque de capacités de détection des cibles à faible surface équivalence radar des systèmes anti-aériens du Haut-Karabakh et de l'Arménie confère ainsi pertinence à l'acquisition de drones par l'Azerbaïdjan, dans l'optique éventuelle de reprendre l'offensive[69]. Cependant, l'acquisition de drones de surveillance comme l'*Aerostar*, dont la co-production avec Israël a été annoncée en 2014, peut également être destinée aux tâches de surveillance des infrastructures pétrolières et gazières du pays, confiées non à l'armée mais à plusieurs services de sécurité intérieure[70]. En effet, l'emploi accru de drones aériens permettrait de réduire le coût humain des activités de patrouille et de surveillance, jusqu'à présent assurées grâce à une flotte de véhicules de transport et un parc hippique, sur des distances couvrant plusieurs centaines de kilomètres carrés sur le territoire azerbaïdjanais[71].

---

65. Correspondance mail avec Masis Ingilizian, 15 août 2016.
66. INGILIZIAN Masis, « Azerbaiajn and Israel's Aerospace Industry. A Worrying Concern for Armenia or Iran ? », *Bellingcat,* 4 mai 2015.
67. . Armenpress, « Azerbaijani Mi 24/35 was downed in Eastern Part of Mrav Mountain », 2 avril 2016.
68. GIBBONS-NEFF Thomas, « Israeli-made kamikaze drone spotted in Nagorno-Karabakh conflict », *The Washington Post,* 5 avril 2016.
69. O'CONNOR Sean, « Air Defense: Nagorno-Karabakh », *I&A,* vol. 1, n°1, février 2011, p. 10.
70. ABBASOV Shahin, « Azerbaijan pursues drones, new security options », *Eurasianet.org,* 17 septembre 2014.
71. Le système de protection des infrastructures pétrolières et gazières est présenté dans un télégramme de l'Ambassade des États-Unis à Bakou, publié par Wikileaks : « Azerbaijan Faces Challenge of Protecting Critical Energy Infrastructure », télégramme 08BAKU625_a, 2 juillet 2008, para 10, point c.

Pour en revenir au matériel susceptible d'être utilisé dans les combats du Haut-Karabakh, la société israélienne *Rafael* a livré 100 missiles longue-portée *Spike* à l'armée de Terre azerbaïdjanaise, en 2009-2010. Ces missiles auraient, selon les officiels azerbaïdjanais, été utilisés pour détruire six chars du Haut-Karabakh lors de l'offensive d'avril 2016[72]. En outre, entre 2008 et 2012, l'Azerbaïdjan a fait l'acquisition d'armes légères israéliennes adaptées aux escarmouches quotidiennes sur la ligne de front : plusieurs variantes de fusil d'assaut TAR-21 « *Tavor* », des mitrailleuses légères *Negev*, des fusils de sniper et des pistolets mitrailleurs UZI[73]. Davantage que des armes de pointe réservées aux seules unités d'élite, ces armes légères, ou au moins certaines d'entre elles, ont vocation à se substituer à des modèles plus anciens d'origine soviétique comme référence dans leur catégorie d'armements. Le TAR-21 est par exemple le modèle choisi par le club de tir *Military Patriotic Sports-Technical Society* (VMPTSTS) chargé de la formation militaire des jeunes azerbaïdjanais dans le cadre du programme d'État *Azerbaijani Youth, 2011-2015,* pour initier les civils au tir au fusil d'assaut[74].

Durant les dix dernières années, le rapport de forces « matériel » semble s'être inversé. L'Azerbaïdjan a acquis une capacité d'initiative stratégique au Haut-Karabakh, grâce à l'achat d'armements capables de neutraliser la menace balistique arménienne. Le développement de partenariat industriel avec des producteurs d'armements de haute technologie, comme Israël, offre de nouveaux schémas d'action militaire, comme l'engagement de drones kamikazes, et la possibilité de s'émanciper de la grande puissance russe. Néanmoins, les dépenses militaires et le nombre de nouveaux armements ne reflètent pas l'entièreté du rapport de forces, pour deux raisons. D'abord, la formation et le moral des forces y occupent aussi une place centrale, et à ce titre, les forces arméniennes et du Karabakh possèdent l'avantage : bien entraînées, elles restent sur la victoire de 1994. Mais surtout, le rôle des acteurs extérieurs importe : la vente ou non d'armements par les gros producteurs d'armements voisins, la Russie ou l'Union européenne, influe nécessairement sur le rapport de forces « matériel ».

72. ROJKES DOMBE Amy, « Rafael's Spike Missile Used by Azerbaijan on Armenian Tanks », *Israel Defense,* 5 avril 2016.

73. SULEYMANOV Rashad, « Azerbaijan purchased a great deal of weapons and military equipments from Israel last year », *APA*, 14 janvier 2013.

74. IBRAHIMOVA Sitara et ABBASOV Shahin, « Azerbaijan : Teaching the ABC's of How to Be a Sniper », *Eurasianet.org,* 11 mai 2011.

# 2. LA PRUDENTE POLITIQUE D'EXPORTATION D'ARMES DE L'UE : MISE EN ŒUVRE ET CONSÉQUENCE DE L'EMBARGO DE L'OSCE

Si l'Arménie et l'Azerbaïdjan conservent une structure de fournisseurs d'armements en forme de pyramide, peu ou pas diversifiée, c'est en partie en raison de la restreinte appliquée par les pays membres de l'UE en matière d'exportations d'armes vers ces deux destinations. La base de cette politique restrictive se trouve dans l'établissement d'un embargo sur les armes à l'encontre des forces engagées au Haut-Karabakh par l'OSCE. Les 28 États membres de l'UE, tout comme l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sont membres de l'OSCE, et la Position commune européenne sur les exportations d'armes établit l'obligation de refuser une autorisation d'exportation si celle-ci viole les obligations internationales des États, dont celles contractées auprès de l'OSCE[75].

## 2.1. Le rôle de l'OSCE : un médiateur désarmé

La CSCE, puis son successeur l'OSCE, ont été engagés dès le début de la guerre dans une tentative de médiation. En 1992, le groupe dit de Minsk, co-présidé par la France, la Russie et les États-Unis, est créé par la CSCE afin d'organiser une conférence à Minsk pour convenir d'une solution négociée au conflit[76]. Bien que la conférence n'ait jamais eu lieu, le groupe reste l'un des principaux acteurs politiques du conflit : il a facilité la signature du cessez-le-feu, parvenu à établir en 2007 un cadre de négociations, connu sous le nom des Principes de Madrid, et décidé d'un embargo sur les armes.

En effet, en février 1992, l'OSCE, par le biais du Comité des hauts fonctionnaires, chargé de mettre en œuvre les décisions du Conseil des ministres des Affaires étrangères, demandait « à tous les *États participants à la CSCE et à tous les États de la région d'imposer un embargo immédiat sur toutes les livraisons d'armes et de munitions destinées à des forces engagées dans des combats dans la région du Nagorno-Karabakh (...)* »[77]. Cet embargo, sous cette formulation, est toujours en vigueur. Il présente cependant deux caractéristiques qui le rendent, aux yeux de certains observateurs, fragile et difficilement applicable. La première est que les décisions de l'OSCE, y compris l'embargo, possèdent un caractère politiquement contraignant,

75. Conseil de l'Union européenne, *Position commune 2008/944/PESC du Conseil,* 8 décembre 2008, art. 2, critère 1, a).

76. KLEVER Emma, « The Nagorno-Karabakh conflict between Armenia and Azerbaijan : An overview of the current situation », *European Movement International,* 24 septembre 2013, p. 5.

77. Voir la base de données du GRIP sur les embargos : www.grip.org/fr/node/1715.

c'est-à-dire qu'elles ne sont contraignantes que dès le moment où l'État s'engage « de bonne foi » à les respecter[78]. Or, l'embargo à l'encontre du Haut-Karabakh n'a pas été formalisé par une résolution du Conseil de sécurité, ou par une Décision du Conseil de l'UE, ce qui l'aurait rendu juridiquement contraignant pour les membres de ces organisations. La seconde, c'est que l'OSCE n'investit logiquement aucune structure de la responsabilité de surveiller la mise en œuvre de cet embargo. Si la déclaration de février 1992 demande aux États de communiquer au Centre de prévention et de résolution des conflits les mesures prises pour mettre en œuvre l'embargo, il reste que le mandat de celui-ci se limite à un rôle de soutien, conseil et analyse auprès des différentes instances de l'OSCE[79]. Quoiqu'il en soit, cet embargo constitue la base d'une politique de restriction stricte des exportations d'armes au niveau des États membres de l'UE.

## 2.2. Les pratiques des États membres de l'UE : une politique d'exportation restrictive

Entre 2009 et 2014, la dernière année pour laquelle l'Union européenne a publié son rapport sur les exportations d'armes, le nombre de licences octroyées par les pays membres à destination de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan a été limité : 94 vers l'Azerbaïdjan et 13 vers l'Arménie. Surtout, le pourcentage de licences refusées est bien plus important que la moyenne générale. Ainsi, soixante licences ont été refusées à destination de l'Azerbaïdjan, soit près de 40% des demandes de licences. Pour l'Arménie, c'est même une majorité des demandes de licences qui a été rejetée, 63% des demandes pour être exact, soit 22 licences. En comparaison, entre 2009 et 2014, 314 448 demandes de licences ont été déposées auprès des pays européens, et 2 186 refusées, soit un pourcentage moyen de refus inférieur à 1%.

**LICENCES OCTROYÉES ET REFUSÉES VERS L'AZERBAÏDJAN**

| Année | 2004 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Licences accordées / licences refusées | 3 / 1 | 16 / 13 | 22 / 9 | 14 / 11 | 16 / 7 | 13 / 11 | 13 / 9 |
| Licences refusées incluant comme motif le critère 1 | 1 | 13 | 7 | 11 | 5 | 11 | 8 |

Source : rapports du COARM sur les exportations de matériel militaire de l'UE.

78. Le caractère politiquement contraignant est affirmé dans les premières lignes de présentation du fonctionnement de l'organisation sur son site internet. Pour l'embargo spécifiquement, c'est par exemple l'interprétation retenue par l'un des principaux exportateurs d'armes européens vers l'Azerbaïdjan, la République tchèque. Certains autres États interrogés dans le cadre de cette étude considèrent toutefois que le non-respect de cet embargo pourrait avoir des effets juridiques.

79. *OSCE Fact Sheet : The OSCE Conflict Prevention Centre,* p. 1.

**LICENCES OCTROYÉES ET REFUSÉES VERS L'ARMÉNIE**

| Année | 2004 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Licences accordées / licences refusées | 1 / 4 | 0 / 6 | 1 / 5 | 0 / 5 | 0 / 3 | 11 / 1 | 1 / 2 |
| Licences refusées incluant comme motif le critère 1 | 4 | 6 | 5 | 4 | ? | 1 | 2 |

Source : rapports du COARM sur les exportations de matériel militaire de l'UE.

Pour 55 des 60 licences refusées à l'Azerbaïdjan, le critère 1, qui fait référence au risque que les armes servent à violer des embargos internationaux, est évoqué comme raison du refus. C'est également le cas dans 18 des 22 licences refusées à l'Arménie. Par conséquent, le critère 1 est le principal motif de refus d'octroi de licences et, comme l'OSCE est la seule organisation à avoir décidé d'un embargo à l'encontre du Haut-Karabakh, on en déduit que les États européens refusent principalement d'exporter des armes à l'Azerbaïdjan et l'Arménie afin de respecter cet embargo.

Mais ces chiffres appellent également à un troisième constat : même restreintes, les licences octroyées et à plus forte raison les exportations d'armes effectives vers l'Azerbaïdjan, surpassent très largement celles vers l'Arménie : ces dernières représentent 21 001 711 euros contre 173 981 euros entre 2009 et 2014[80]. L'une des raisons possibles, au-delà des capacités financières conséquentes de Bakou, est que la protection des infrastructures énergétiques en mer Caspienne ainsi que le développement de la marine azerbaïdjanaise ont constitué ces dernières années des débouchés certains pour les industries européennes, tout en présentant un risque très faible que les équipements exportés soient détournés vers le Haut-Karabakh. Or, il s'agissait également d'axes d'investissement prioritaires pour Bakou, notamment au vu des mouvements de la marine iranienne en mer Caspienne[81]. À l'inverse, l'Arménie ne dispose pas de marine, seulement des forces aériennes et terrestres, donc directement engageables dans le conflit.

La mise en œuvre de l'embargo de l'OSCE par les États européens passe essentiellement par une évaluation préalable stricte du risque de violation. La nature de l'embargo met l'accent sur l'utilisateur final, à savoir l'ensemble des forces engagées au Haut-Karabakh. Il s'agit d'une dimension importante de l'embargo, notamment parce que des utilisateurs non gouvernementaux pourraient être mêlés au combat. En effet, l'afflux de volontaires au ministère de la Défense arménien a été relevé lors des combats d'avril dernier : selon les déclarations de ce dernier, 10 000 volontaires auraient

80. La République tchèque demeure le premier fournisseur européen de l'Azerbaïdjan de la période, avec des exportations effectives de 12 854 662 euros, suivie de la Bulgarie et la Roumanie, pour des montants respectifs de 8,8 et 8,5 millions d'euros environ.

81. Pour cette raison, les États-Unis focalisent par exemple leur assistance militaire sur des formations avec la marine et les garde-côtes azerbaïdjanais, qui constituent également les principaux récipiendaires du matériel militaire. Des échanges révélés par Wikileaks avaient montré en 2011 la crainte qu'inspiraient aux officiels azerbaïdjanais l'attitude agressive de l'Iran en mer Caspienne, mais également celle de la Russie qui tentait d'empêcher Bakou de réaliser un potentiel *Trans-Caspian pipeline.* KUCERA Joshua, « Iran, Azerbaijan in Tense Caspian Standoff », *The Bug Pit,* 4 octobre 2011.

été comptabilisés, bien que seule une minorité ait été finalement envoyée au front[82]. La question de l'armement de ces volontaires se pose alors : possédaient-ils leurs propres armes avec lesquelles ils sont partis combattre, ou ont-ils été armés par le ministère de la Défense ? Selon une des études réalisées après les combats, les volontaires auraient obtenus leurs équipements du ministère de la Défense, provenant donc des stocks d'armements gouvernementaux[83]. La distribution d'armes en situation de crise à des civils peut constituer un cas de détournement, en ce sens qu'il est peu probable que le ministère de la Défense, responsable de l'équipement des forces armées, ait indiqué la population civile comme utilisateur final.

De surcroît, la participation de civils aux combats laisse ouverte la possibilité que ceux qui possèdent leurs propres armes les utilisent au Haut-Karabakh. Par conséquent, exporter des armes vers un utilisateur civil ne garantirait pas l'absence de violation de l'embargo de l'OSCE. Pour faire face à ce risque, la Roumanie, l'un des premiers exportateurs de matériel militaire européen vers l'Azerbaïdjan, refuse l'octroi de licences à destination de toute entité privée ou de civils arméniens et azerbaïdjanais[84]. Lorsque de telles licences sont autorisées par les États, la vérification préalable de la fiabilité des utilisateurs finaux non gouvernementaux, tels les clubs de tirs, figure parmi les mesures de contrôle : ces utilisateurs doivent mettre en œuvre des mesures spécifiques pour empêcher le risque de détournement de ces armes vers le Haut-Karabakh.

Bien que l'ensemble des États interrogés pour cette étude exige un certificat d'utilisateur final et un engagement à la non-réexportation des biens sans autorisation préalable, la mise en œuvre de l'embargo en fonction des utilisateurs finaux présente des limites. D'abord, en raison des capacités de vérification post-livraison limitées des États[85]. Ensuite, parce que le type d'acteurs impliqués dans les combats est flou. En effet, les forces armées sont les forces officiellement engagées dans les combats au Haut-Karabakh. Ni les services de sécurité, ni les garde-frontières ne servent sur la ligne de front. Mais les forces de sécurité arméniennes peuvent voir leurs véhicules blindés réquisitionnés en cas de guerre générale, véhicules qui pourraient donc facilement être utilisés en violation de l'embargo sur l'OSCE[86]. En Azerbaïdjan, la répartition des matériels entre les forces de sécurité et les forces armées s'est révélée changeante, dans le sens d'un rééquilibrage au profit de l'armée, ce qu'il est possible d'expliquer par la combinaison de trois facteurs historiques : une déconsidération traditionnelle de l'armée comme secteur professionnel vis-à-vis des services de sécurité interne, une méfiance du pouvoir civil envers la loyauté de l'institution militaire, et le changement récent de personnel ministériel.

82. MERLIN Aude, « Armenian Volunteer Fighters in the Nagorno-Karabakh Conflict : Change and Continuity from One War to The Next : Preliminary Findings », présentation donnée lors la conférence internationale *The Democracy Security Nexus in and Around Caucasus,* 20 octobre 2016.

83. *Idem*.

84. Correspondance avec une représentante du département des contrôles des exportations (ANCEX), 2 septembre 2016.

85. Hormis peut-être l'Allemagne qui, en vertu d'un nouveau système de CUF mis en place en 2015, oblige l'État importateur d'ALPC allemandes à se soumettre à d'éventuels inspections post-livraisons.

86. Auteur inconnu, « Analysis : Armenian-Azeri Fighting in Nagorno-Karabakh », *Army Recognition,* 4 avril 2016.

D'abord, l'armée était restée durant la période soviétique une institution aux perspectives professionnelles limitées pour les Azerbaïdjanais, notamment du fait de la méfiance des autorités soviétiques vis-à-vis d'une population à forte composante musulmane, qui conduisait les militaires azerbaïdjanais à être cantonnés à des postes subalternes[87]. Par conséquent, les élites azerbaïdjanaises s'étaient tournées vers les services de renseignement, la police, la justice, et plus largement les forces de sécurité du ministère des Affaires intérieures. Celles-ci étaient donc mieux structurées et organisées que les forces militaires[88]. Ensuite, durant la première guerre du Haut-Karabakh, entre 1992 et 1994, les gouvernements azerbaïdjanais successifs ont dû faire face à plusieurs révoltes fomentées par des commandants militaires, de sorte qu'une méfiance envers l'institution militaire, déjà marginalisée, a pu se cristalliser. En juin 1993, le gouvernement d'Aboulfaz Eltchibey devait envoyer ses troupes désarmer deux brigades du commandant Husseinov qui les avaient retirées unilatéralement du front, et échoue : Husseinov conduit alors ses troupes vers Bakou et le président Eltchibey doit s'enfuir[89]. Dans la même période, le commandant Aliakram Humbatov proclamait brièvement la république séparatiste de Talysh-Mugham dans le sud de l'Azerbaïdjan, puis déclarait son soutien à l'ancien président renversé Mutalibov[90].

Par conséquent, le déficit de perspectives de carrière dans l'armée ainsi que les épisodes de révolte militaire ont pu conduire le président Heydar Aliyev à envisager, à la suite de la signature du cessez-le-feu, les forces du ministère de l'Intérieur autant comme un instrument de sécurité interne qu'un outil de contrepoids à l'armée. Ce rôle de favori dévolu aux forces de sécurité, qui incluent les garde-frontières, expliquerait les effectifs importants dont ils bénéficient, soit plus de 10 000 hommes pour le ministère de l'intérieur et environ 5 000 garde-frontières, ainsi que les armements lourds dont ils ont été dotés jusqu'à présent[91]. Par exemple, les garde-frontières ont reçu ces dix dernières années des pièces d'artillerie T-122 et des hélicoptères d'attaque, tandis que les forces de sécurité du ministère de l'Intérieur disposaient jusqu'en 2000 de trois chars T-55[92]. Or, la nomination par le président Ilham Aliyev, en octobre 2013, d'un nouveau ministre de la Défense réputé être un proche, a semble-t-il entamé une « normalisation » des relations avec l'armée, qui s'est traduite par un phénomène singulier : des transferts d'armements intra-services. En effet, le nouveau ministre, Zakir Hassanov, avait servi auparavant dix ans comme commandant des forces de sécurité intérieures. Après sa prise de fonction au ministère de la Défense, un nombre inconnu d'unités des forces spéciales du ministère de l'Intérieur a été transféré sous l'autorité du ministère de la Défense, et engagé dans les combats d'avril 2016[93].

87. De WAAL Thomas : *The Caucasus : An Introduction,* Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 117.
88. Entretien avec Emil Sanamyan, *op. cit.*
89. De WAAL Thomas : *The Caucasus, op. cit.,* p.223-226.
90. *Ibid.,* p. 227.
91. *The Military Balance 2016, op. cit.,* p. 181.
92. SIPRI Arms Transfers Database, page générée le 24 octobre 2016; The International Institute for Strategic Studies : *The Military Balance 1999-2000,* Oxford, Oxford University Press, octobre 1999, p. 82.
93. Entretien avec Emil Sanamyan, *op. cit.*

De même, les 24 hélicoptères d'attaque Mi-35 que détenaient les garde-frontières depuis 2014 ont, selon toute vraisemblance, également été transférés au ministère de la Défense, puisqu'absents des exercices des garde-frontières de la mi-2016[94].

Par conséquent, les changements de personnel politique peuvent constituer un facteur de risque de détournement original, qui consiste en des transferts d'armements, voire d'unités entières, d'une juridiction à l'autre. En dépit du changement de personnel politique, il est toujours possible, et probable, que des transferts d'armements intra-services aient lieu au profit de l'armée, tant le gouvernement azerbaïdjanais a mené ces dernières années une rhétorique privilégiant l'option militaire au Haut-Karabakh. Or, l'armée est la seule capable de mettre en œuvre l'option militaire, et le « rehaussement » de son rôle doit passer par une augmentation de ses capacités, au regard des autres forces du pays. Le transfert d'armements adaptés aux opérations au Haut-Karabakh, comme des canons d'artillerie, sont donc susceptibles de continuer.

En l'absence de capacités suffisantes de contrôle des armements après leur livraison, les principaux États européens exportateurs d'armements, de manière générale et vers l'Azerbaïdjan et l'Arménie, ont adopté une politique d'exportation restrictive, fondée sur une évaluation du type de matériel à exporter. Ainsi, l'Allemagne, la France, la République tchèque et la Roumanie souscrivent à une approche maximaliste en matière d'exportations vers l'Arménie et l'Azerbaïdjan : tout matériel susceptible d'être utilisé dans les combats au Haut-Karabakh se voient dénier l'autorisation d'être exporté[95]. En revanche, l'évaluation des caractéristiques qui rendent un matériel « susceptible » d'être utilisé dans les combats au Haut-Karabakh s'effectue au cas par cas. Plusieurs des États cités évaluent non seulement la létalité du matériel, mais également sa place dans une éventuelle chaîne de létalité : ainsi, le matériel de production d'armements et de munitions (ML18) n'échappent pas à l'embargo, bien qu'il ne soit pas directement utilisable dans les combats. Dans le cas de la Roumanie, seules des pièces détachées et des composants destinés à la maintenance et réparation auraient été exportées jusqu'à présent[96]. Dans le cas de la France, si un doute persiste sur la possibilité que le matériel soit exporté, des experts d'autres départements peuvent être sollicités, si le doute persiste encore, la licence se verra refuser par précaution.

La politique de l'Union européenne concernant les exportations de matériel militaire vers l'Arménie et l'Azerbaïdjan semble relativement harmonisée : le refus est de rigueur pour tout équipement qui présenterait un risque d'être utilisé dans la guerre au Haut-Karabakh. Cette approche restrictive contribue à pousser Bakou et Erevan à s'appuyer toujours plus sur la Russie et la Turquie qui, dans le cercle des alliances régionales, conditionnent les actions des deux belligérants.

94. *Idem.*

95. Entretiens et correspondances avec différentes autorités en charge de l'octroi des licences, juillet-août 2016.

96. Les exportations effectives roumaines de matériel ML1 à l'Azerbaïdjan, qui ont atteint 389 429 euros en 2013 par exemple, seraient donc exclusivement composées de pièces détachées et de composants.

# 3. LE RÔLE DES ALLIANCES EXTÉRIEURES : UN CATALYSEUR DE LA REPRISE DES HOSTILITÉS

La formulation particulière de l'embargo sur les armes de l'OSCE donne le sentiment que le conflit entre Arménie et Azerbaïdjan est très limité, circonscrit à une portion de territoire bien précis, disputé de surcroît par des États faiblement peuplés. Pourtant, les dynamiques du conflit impliquent de part et d'autre des acteurs extérieurs qui dessinent un jeu d'alliances mettant en scène deux grandes puissances régionales, voire internationales : la Russie et la Turquie. Ce sont ces deux pays qui, plus que l'Azerbaïdjan et l'Arménie, possèdent des leviers d'action sur le déroulement du conflit.

## 3.1. Susciter la menace pour cimenter la dépendance : l'alliance russo-arménienne dans le Caucase

L'un des points de vue les plus consensuels sur la politique de la Russie vis-à-vis du Haut-Karabakh considère que celle-ci cherche avant tout à ne pas être attirée dans le conflit en tant que belligérante[97]. S'il est certain que Moscou s'efforce de maintenir un équilibre relatif de certaines capacités militaires entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, il n'en découle pas pour autant une politique étrangère symétrique vis-à-vis des deux pays. En premier lieu, parce que maintenir « l'équilibre des forces » revient à entériner le statu quo, qui lui-même consacre la victoire arménienne de 1994 et la dépendance de fait du Haut-Karabakh vis-à-vis de l'Arménie. Ensuite, Erevan et Bakou ne représentent pas les mêmes intérêts ni n'impliquent les mêmes enjeux : le premier constitue un partenaire forcé de par sa proximité géographique avec l'OTAN, le second est devenu un concurrent économique dont la tentation au rapprochement stratégique avec les pays occidentaux doit être évitée.

En effet, l'Azerbaïdjan se pose davantage comme un concurrent que comme un allié : sorti dès 1999 du Traité de sécurité collective (TSC), que la Russie avait initié pour donner contour à un espace de sécurité commun, l'Azerbaïdjan a pour objectif de devenir un fournisseur privilégié de l'Union européenne en hydrocarbures, offrant ainsi une alternative supplémentaire à la Russie. Pour les pays occidentaux, au premier rang

97. MARKEDONOV Sergey, « The Cold War Legacy in Nagorno-Karabakh : Visions from Russia, the United States and Regional Actors », in KAMBECK Michael et GHAZARYAN Sargis (éd.) : *Europe's Next Avoidable War : Nagorno-Karabakh*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 127-145, p. 134.

desquels les États-Unis, le développement du secteur pétrolier et gazier azerbaïdjanais représentait alors un instrument de sape de l'influence russe dans le Caucase. En effet, l'attribution par l'Azerbaïdjan du « Contrat du siècle » à l'automne 1994, à un consortium international mené par *BP* et *Amocco*, avait abouti, sur insistance notamment du gouvernement américain, au contournement de la Russie dans l'acheminement des hydrocarbures azerbaïdjanais[98]. Trois mois avant la signature de ce contrat, le président Heydar Aliyev s'était rendu à Washington pour s'entretenir cette fois-ci d'un projet d'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), soutenu par les États-Unis et qui a ouvert en 2005. L'objectif était de limiter la dépendance de l'Azerbaïdjan aux routes de transit passant par la Russie, et de faciliter l'intégration du pays dans les secteurs économique et énergétique européens[99].

Par conséquent, la Russie s'est opposée à l'ouverture de l'oléoduc BTC, et lorsque les premiers gisements pétroliers d'Azeri-Chirag-Guneshli ont été exploités pour la première fois en Azerbaïdjan en 1997, la Russie a procédé en réaction à plusieurs transferts d'armements, d'une valeur combinée équivalent à un milliard de dollars, à l'Arménie[100]. Par conséquent, l'un des axes de la politique étrangère de Moscou vis-à-vis de l'Azerbaïdjan vise à empêcher la diversification des routes de transit d'hydrocarbures et, *a fortiori,* de faire en sorte que celles qui sont déjà en place soient suffisamment insécurisées pour que les pays européens continuent de leur préférer les siennes. Pour preuve, en juin 2015, les garde-frontières russes protégeant les frontières de la république séparatiste d'Ossétie du Sud, ont unilatéralement déplacé le tracé frontalier avec la Géorgie de quelques kilomètres, de sorte qu'une petite portion de l'oléoduc Bakou-Soupsa est de fait intégré au territoire séparatiste[101]. L'opposition au développement du secteur pétrolier et gazier azerbaïdjanais représente d'autant plus un impératif de politique étrangère pour la Russie qu'il a constitué, dans la seconde moitié des années 2000, le fondement d'une coopération sécuritaire entre les États-Unis et l'Azerbaïdjan. En effet, en 2002, le président Bush parvenait en effet à contourner une disposition du Congrès datant de 1992, qui interdisait la fourniture d'assistance militaire à l'Azerbaïdjan en raison du conflit au Haut-Karabakh[102].

Fin 2003, l'Administration lançait en conséquence le programme *Caspian Guard*, doté d'un budget de 135 millions de dollars sur dix ans, qui visait à développer les capacités militaires de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan afin d'assurer efficacement la protection de leurs infrastructures énergétiques[103]. Le programme consistait principalement dans la formation et l'entraînement de certaines unités azerbaïdjanaises vouées à devenir des forces d'élite, notamment sur le modèle des *Navy SEALS*, mais certains équipements auraient également été fournis à la marine et les garde-côtes azerbaïdjanais, comme des radars de surveillance de la mer Caspienne[104].

98. De WAAL Thomas : *The Caucasus, op. cit.,* p. 264.

99. CORNELL E. Svante et ISMAILZADE Fariz, « The Baku-Tbilissi-Ceyhan Pipeline : Implications for Azerbaijan », in STARR Frederick et CORNELL E. Svante (éd.) : *The Baku-Tbilissi-Ceyhan Pipeline : Oil Window to the West,* Washington, Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, 2005, p. 61-85, p. 61.

100. *Ibid*., p. 78.

101. DALY John CK, « As Russia Advances Border Markers, Georgia Arms Up », *Silk Road Reporters,* 29 juillet 2015.

102. SCAHILL Jeremy : *Blackwater : The Rise of the World's Most Powerful Mercenary Army,* Londres, Serpent Trail, 2008, p. 235.

103. *Ibid.,* p. 236.

104. Auteur inconnu, « USA Plans to expand military presence in Azerbaijan close to Iran », *Armenian News Network,* 13 avril 2005.

Ainsi, la fourniture à l'Arménie d'armements capables d'atteindre les infrastructures du secteur énergétique, mais aussi de transport azerbaïdjanaises forme l'un des instruments de pression sur l'Azerbaïdjan. En juin 2011 par exemple, quelques mois après que l'Azerbaïdjan avait accordé un prêt de 200 millions de dollars à la Géorgie pour financer la construction de sa partie du chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars, un industriel russe évoquait dans la presse un intérêt de l'Arménie pour l'acquisition de lance-roquettes BM-30 *Smerch*[105]. Ce chemin de fer, dont l'ouverture est désormais prévue pour 2017, est considéré comme un vecteur d'accroissement des échanges et investissements entre l'Azerbaïdjan et la Turquie, un compétiteur de la Russie dans l'espace caucasien[106]. Or, ces lance-roquettes permettraient d'atteindre certains points de la voie ferrée en territoire azerbaïdjanais, distant de la ligne de front du Haut-Karabakh de 30 km seulement. En février 2016, soit un mois avant que les pays impliqués dans la construction du BTK n'annonce un nouveau report de son ouverture, la Russie publiait la liste des armements que l'Arménie était susceptible d'acquérir grâce à un prêt de 200 millions de dollars, qui incluait notamment les lance-roquettes Smerch[107].

Si la Russie a établi une alliance militaire solide avec l'Arménie, c'est avant tout pour prévenir toute progression de l'OTAN dans le Caucase. En effet, parallèlement à l'implantation des États-Unis en Azerbaïdjan par le biais du développement des hydrocarbures, la Russie pourrait voir son influence remise en question dans le Caucase par la pénétration de la Turquie, ou plutôt de l'OTAN, par le biais de la Turquie. Lorsque le Traité de sécurité collective (TSC) est créé à l›initiative de la Russie en mai 1992, l›Arménie, qui en est membre fondateur, est également en guerre contre l›Azerbaïdjan[108]. La clause d'assistance mutuelle en cas d'agression que prévoit le Traité ne couvre alors pas le Haut-Karabakh, toujours considéré comme partie intégrante de l'Azerbaïdjan, mais protège l'Arménie d'une menace à l'Ouest : l'intervention de la Turquie, dont l'armée effectue des exercices militaires en mai 1992 dans le Nakitchevan azerbaïdjanais frontalier. Par ricochet, la Russie marque également une limite au champ d'intervention de l'OTAN. L'adhésion de l'Arménie au TSC est suivi d'accords de coopération qui permettent à la Russie de prendre militairement pied en Arménie, notamment à la frontière turque : en 1995, la location de la base de Gyumri est accordée pour une période initiale de 25 ans, tandis qu'une petite flotte de MiG-29 est stationnée à Erebuni, près de Erevan[109]. Gymuri accueille environ 3 000 soldats russes, dont l'interopérabilité avec les forces arméniennes serait facilitée par le fait qu'il s'agirait en réalité de militaires arméniens recrutés sur contrat par l'armée russe[110].

105. Radio Free Europe, « Armenian Military 'Interested' in Acquiring Russian Rocket Artillery », 9 juin 2011.

106. NURMAMMADOV Elkin, « Azerbaijan – Turkey relations through the prism of economic transactions : A View from Azerbaijan », in ISMAYILOV Murad et GRAHAM Norman : *Turkish Azerbaijani Relations : One Nation, Two States,* Londres et New-York, Routledge, 2016, p. 88-113, p. 108.

107. Auteur inconnu, « The List of Weapons Armenia Will Buy From Russia is Known », *Lragir,* 19 février 2016.

108. Le Traité deviendra une organisation, l'OTSC donc, en 2002.

109. GRIGORYAN Marianna, « Russia Signs Base Lease Extension With Armenia », *Eurasianet,* 20 août 2010.

110. Communication Skype avec Masis INGILIZIAN, *ibid.*

En 1997, un nouveau traité est signé, lequel prévoit une assistance mutuelle en cas d'agression – qui ne peut être dirigée que contre la Turquie, puisque le Haut-Karabakh s'est auto-proclamé indépendant – et des patrouilles communes à la frontière turque[111]. Par conséquent, la Russie ne vise pas tant l'Azerbaïdjan, à qui elle a toujours vendu des armements des plus sophistiqués, lorsqu'elle établit son alliance militaire avec l'Arménie, mais la Turquie et l'OTAN. Pour preuve, les initiatives de renforcement des alliances respectives semblent se faire écho : quelques jours seulement après la signature par l'Azerbaïdjan et la Turquie d'un accord d'assistance mutuelle en cas d'agression, en août 2010, les présidents Medvedev et Sargsyan formalisaient, quant à eux, la prolongation du prêt de la base arménienne de Gyumri à la Russie jusque 2044[112]. Quelques mois après qu'un *Sukhoï* russe opérant en Syrie a été abattu par la chasse turque, Moscou prenait également l'initiative inhabituelle de révéler en détails les armements que Erevan devait acquérir grâce au prêt de 200 millions de dollars de la Russie, un signal destiné à l'axe Bakou-Ankara. Mais une telle alliance ne peut se justifier que si elle est rendue inévitable pour le partenaire, à savoir l'Arménie : le risque d'une reprise des hostilités par l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh doit être entretenu au même titre que celui d'une frappe arménienne sur les centres économiques azerbaïdjanais. En ce sens, la vente de systèmes anti-missiles capables de neutraliser la menace balistique arménienne à Bakou n'est pas contradictoire avec l'alliance militaire conclue avec Erevan, outre les retombées économiques qu'elle entraîne.

Davantage, la Russie pourrait se permettre d'autoriser tacitement certaines offensives azerbaïdjanaises pourvu qu'elles soient strictement cantonnées au territoire du Haut-Karabakh, qui n'est pas inclus dans la clause d'assistance mutuelle en cas d'agression de l'OTSC. En outre, la dépendance économique de l'Arménie à la Russie réduit encore sa marge de manœuvre vis-à-vis des pressions russes : les entreprises de télécoms, le système bancaire, les centrales électriques, les distributeurs et fournisseurs de gaz, l'industrie métallurgique et le système ferroviaire sont partiellement ou totalement sous contrôle d'entreprises ou de l'État russe[113].

## 3.2. L'insuffisante solidarité turco-azerbaïdjanaise

En revanche, la relation entre la Turquie et l'Azerbaïdjan ne peut être mise sur le même pied que celle de la Russie et de l'Arménie. Certes, dans le cadre du conflit du Haut-Karabakh, la Turquie est officiellement l'un des plus proches alliés de l'Azerbaïdjan : en 1993, elle ferme unilatéralement sa frontière avec l'Arménie, créant un blocus économique qui dure encore aujourd'hui[114].

111. ALLISON Roy, « Russia, Regional Conflict and the Use of Military Power », in MILLER Steven et TRENIN Dmitri : *The Russian Military : Power and Policy,* Cambridge, MIT Press, 2004, p.122-156, p. 141.

112. Auteur inconnu, « Azerbaijan and Turkey Sign agreement on strategic partnership and mutual assistance », *Trend News Agency,* 16 août 2010.

113. HALBACH Uwe, « A case Sui Generis : Nagorno-Karabakh in Comparison with Other Ethnic Conflicts in Eastern Europe », in ISMAYILOV Murad et GRAHAM Norman, *op. cit.,* p. 43-61, p. 57.

114. Ministère des Affaires étrangères de l'Arménie, « Relations bilatérales : Turquie ».

En août 2010, la Turquie et l'Azerbaïdjan signent également un pacte de défense incluant la possibilité d'une assistance militaire en cas d'agression et un cadre pour la coopération militaire, quelques semaines après l'extension du prêt de la base arménienne de Gyumri à la Russie[115]. Toutefois, la relation entre les deux pays est largement magnifiée, autant par le discours panturquiste de mouvements et partis politiques ultranationalistes turcs que par ceux de certains courants politiques et intellectuels arméniens, qui considèrent les Azerbaïdjanais comme le « prolongement » de la nation turque dans le Caucase, opérant de la sorte un parallèle émotionnel entre le conflit du Haut-Karabakh et le génocide de 1915. Pour les panturquistes, au premier rang desquels le Parti d'action nationaliste (MHP) turc, l'intérêt national de la Turquie résiderait dans l'intégration des républiques turcophones d'Asie centrale, afin de reconstituer la « nation » turque[116].

À ce titre, l'Azerbaïdjan, également turcophone, constituerait le tremplin nécessaire à la projection en Asie centrale. Toutefois, l'état de la coopération entre Bakou et Ankara demeure relativement contrasté. En premier lieu, le pacte de défense signé en août 2010 ne comporte pas de clause d'assistance militaire contraignante en cas d'agression, elle en prévoit seulement l'éventualité au terme de « *consultations supplémentaires* »[117]. Dans le domaine de la coopération militaire, l'accord de 2010 intervient trois ans après que les instructeurs turcs ont été renvoyés des écoles militaires azerbaïdjanaises, le gouvernement azerbaïdjanais craignant de les voir diffuser le modèle turc de l'institution militaire, « garante » de l'ordre et de la stabilité du pays et à ce titre habilitée à intervenir en politique[118]. Alors que l'une des composantes centrales de l'alliance entre l'Arménie et la Russie demeure la présence militaire de la seconde sur le territoire de la première, il n'existe rien de tel entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, dont la Constitution interdit l'ouverture de bases militaires étrangères. Ainsi, en juillet 2016, le vice-ministre de la Défense azerbaïdjanais, Ramiz Tahirov, devait même démentir les affirmations du journal proche du gouvernement turc *Daily Sabah*, selon lequel l'Azerbaïdjan avait signé un protocole d'accord pour l'installation d'une base militaire turque dans le pays[119]. L'affinité culturelle n'entraîne pas non plus pour le moment un niveau d'échanges commerciaux élevé : entre 2005 et 2010, le volume des échanges entre la Turquie et la Géorgie était quasiment le double de celui de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, lorsque rapporté au PIB des États partenaires[120]. Sur la même période, les volumes des échanges respectifs entre l'Azerbaïdjan et la Russie et l'Azerbaïdjan et la Turquie restent équivalents en termes de pourcentage du PIB[121].

115. Stratfor, « Turkey and Azerbaijan Achieve a Strategic Partnership », 22 décembre 2010.

116. ERSEN Emre, « Geopolitics versus Ideology : Azerbaijan in Turkish Views on Eurasia », in ISMAYILOV Murad et GRAHAM Norman, *op. cit.,* p. 54-72, p. 57.

117. ABBASOV Shahin, « Azerbaijan – Turkey Military Pact Signals Impatience with Minsk Talks », *Eurasianet.org,* 18 janvier 2011.

118. Entretiens avec Emil Sanamyan et Jasur Mammadov, *op. cit.*

119. KUCERA Joshua, « Azerbaijan : No Military Bases Here », *Eurasianet.org,* 21 juillet 2016.

120. NURMAMMADOV Elkin, « Azerbaijan – Turkey…, *op. cit.*, p. 91.

121. *Idem.*

Si la part de la Turquie dans les importations azerbaïdjanaises a augmenté, cette même part a baissé significativement dans les exportations azerbaïdjanaises, pour chuter à 0,8% en 2010[122]. L'hypertrophie du secteur énergétique dans les exportations azerbaïdjanaises constitue un frein au développement économique avec la Turquie, car les autres secteurs ne sont pas compétitifs vis-à-vis d'un pays proche des standards européens, et qui bénéficie de surcroît de dispositions de libre-échange avec l'UE.

Outre un manque d'infrastructures de transport souligné par les hommes d'affaires turcs, la relation économique enrayée entre les deux pays peut également s'expliquer par les divergences d'objectifs. En effet, l'Azerbaïdjan mène une politique énergétique qui lui permet de fournir directement l'Union européenne, au sein de laquelle la Turquie s'inscrirait comme un pays de transit uniquement. Au contraire, la Turquie souhaite s'affirmer comme un « hub » pétrolier et gazier : la notion de « hub » implique justement que la Turquie achète les produits du pays importateur, en l'occurrence l'Azerbaïdjan, puis les revende elle-même, à ses propres prix, aux consommateurs européens[123].

À ce schéma binaire, l'irruption d'Israël dans le schéma des partenariats stratégiques azerbaïdjanais apporte une nouvelle dimension. En effet, Israël a notamment assisté l'Azerbaïdjan dans la rénovation de sa marine de patrouille côtière ainsi que plusieurs radars anti-missiles, et l'établissement d'un partenariat stratégique avec Bakou a suscité des tensions avec Téhéran qui craint que Tel Aviv n'obtienne en Azerbaïdjan des rampes de lancement pour ses propres drones[124].
Bien qu'officiellement neutre dans la guerre du Haut-Karabakh, l'Iran n'a aucun intérêt à voir émerger un Azerbaïdjan victorieux, qui risquerait d'attiser les sentiments irrédentistes sur le nord-ouest iranien peuplé d'Azerbaïdjanais[125].

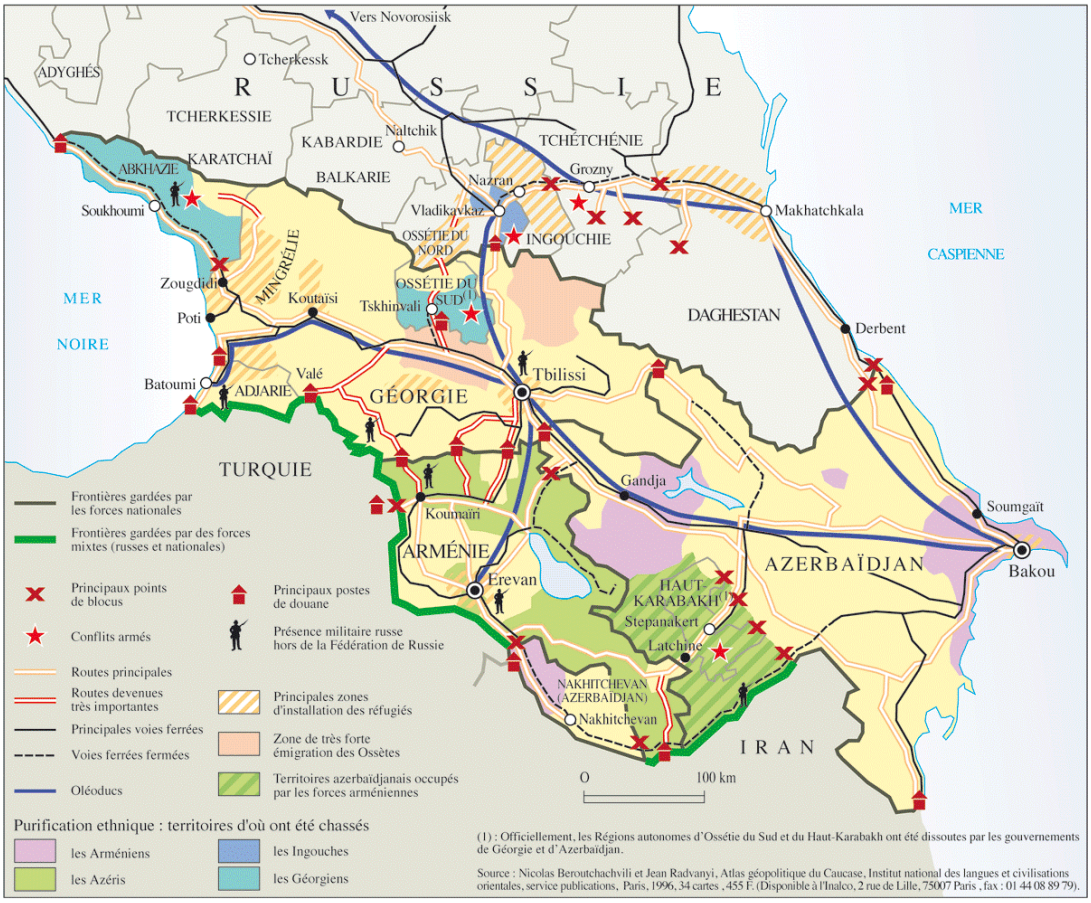
122. *Ibid*., p. 93.

123. *Ibid*., p. 102.

124. INGILIZIAN Masis, « Azerbaijan and Israel… », *op. cit.*

125. VALIYEV Anar, « Azerbaijan – Iran Relations : Quo Vadis, Baku ? », *PONARS Eurasia,* Policy Memo n° 244, septembre 2012, p. 1.

## CARTE GÉOPOLITIQUE DU CAUCASE




(Source : Philippe Rekacewicz, carte du mensuel *Monde diplomatique* d'octobre 2000)

**PRINCIPALES INFRASTRUCTURES ÉNERGÉTIQUES ET AXES DE COMMUNICATION EN AZERBAÏDJAN**




Source : Heritage Foundation

## 3.3. La dynamique du conflit : une reprise des hostilités en vogue

Trois éléments facilitent la reprise des hostilités à grande échelle au Haut-Karabakh. Le premier, qui est constant depuis le début de la guerre, est l'**absence d'opération de maintien de la paix sur le terrain**. La Russie avait notamment proposé l'envoi de 1 800 hommes en 1993 sous l'égide de la Communauté des États indépendants, mais le gouvernement azerbaïdjanais s'y est toujours opposé de crainte de voir s'implanter la Russie militairement dans la région[126]. Quant à l'OSCE, une délégation est bien chargée de la surveillance du cessez-le-feu, mais elle n'effectue des visites que ponctuellement et ses effectifs sont très réduits[127]. Le second constitue le manque d'application des mesures de confiance prévues par l'OSCE qui pourraient contribuer à réduire les tensions au Haut-Karabakh.

126. RAZMYSLOVITCH Dmitri, « Russia in the Transcaucasus and Kosovo : From Insecurity to Security Provider ? », in SCHNABEL Albrecht : *Southeast European Security : Threats, Reponses, Challenges,* New-York, Nova, 2001, p. 41-64, p. 54.

127. Entretien avec Nicolas TAVITIAN, directeur d'*Armenian General Benevolent Union Europe*, 2 septembre 2016.

En effet, le Document de Vienne de l'OSCE, mis à jour la dernière fois en 2011, oblige les États membres, dont l'Azerbaïdjan et l'Arménie, à accepter des inspections d'autres États sur les lieux de déploiement de leurs forces militaires, notamment en cas de doute sur des mouvements de troupes inhabituels[128]. Or, l'Azerbaïdjan, qui demeure l'État à solliciter pour effectuer une visite dans le Haut-Karabakh, ne peut garantir la sécurité des observateurs dans la zone, ce qui paralyse le mécanisme de surveillance[129]. L'utilisation même des possibilités offertes par le Document en matière de réduction des tensions demeure très limitée : ni l'Azerbaïdjan, ni l'Arménie n'ont jusqu'à présent utilisé la disposition permettant de solliciter des explications sur certaines activités militaires inhabituelles conduites par un État membre[130]. Enfin, le recours croissant des États de l'OSCE – dont l'Azerbaïdjan et l'Arménie – aux exercices militaires non-communiqués (*snap exercise*) permet de soustraire ces derniers au système de notification réciproque des exercices militaires que l'OSCE a mis en place pour éviter les interprétations erronées de certaines activités militaires[131].

Le second élément, plus récent, est la **vente des systèmes S-300 PMU2 par la Russie à l'Azerbaïdjan**. En effet, cette vente a représenté, par la capacité de contrer la menace balistique arménienne qu'elle procure, un premier pas de Moscou dans la direction d'une autorisation tacite à reprendre les hostilités, au moins à un certain niveau.

Selon certains observateurs, l'accumulation depuis 2012 de matériel militaire lourd, tels des canons tractés, des obusiers et des chars, par les forces azerbaïdjanaises dans l'enclave du Nakitchevan, séparée du reste du pays par les territoires conquis par l'Arménie, constitue un second indice d'une possible tendance à la reprise des hostilités[132]. En effet, la région semi-autonome du Nakitchevan était restée à l'écart de la majorité des combats entre 1992 et 1994, grâce à l'entente informelle entre Heydar Aliyev et le conseiller à la sécurité du président arménien, Ashot Manucharian[133].

Néanmoins, les résultats de ces affrontements d'avril 2016 ne peuvent que tempérer l'idée d'une reprise générale des hostilités à court terme. En effet, cette bataille, menée du nord au sud du Haut-Karabakh avec des manœuvres de diversion, n'a permis à l'Azerbaïdjan que de s'emparer de deux postes militaires au prix de 200 à 400 morts, contre 50 pour le Karabakh et l'Arménie[134].

---

128. Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, *Vienna Document 2011 : On Confidence and Security Buil ding Measures,* 30 novembre 2011, chapitre IX.

129. Entretien téléphonique avec un responsable de la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confiance à l'OSCE, 17 octobre 2016.

130. *Idem*.

131. *Idem*.

132. Nous remercions ici Masis INGILIZIAN de nous avoir permis de consulter une première version de son article à venir sur la question.

133. De WAAL Thomas : *Black Garden, op. cit.,* p. 223.

134. INGILIZIAN Masis, « Azerbaijan's Incremental Increase on the Nagorno-Karabakh Frontline », *Bellingcat,* 12 avril 2016.

Les pertes azerbaïdjanaises s'avèrent d'autant plus élevées comparées à celles de la guerre de 1991-1994 qui, avec un total compris entre 20 000 et 30 000 morts, n'aurait jamais atteint un nombre moyen de morts supérieur à une vingtaine par jour[135]. La tactique de contournement des forces du Karabakh et d'Arménie, qui consiste à quitter en plusieurs points les premières lignes de défense pour laisser l'ennemi s'y enterrer puis les frapper avec l'artillerie, avant d'envoyer les forces spéciales nettoyer les tranchées reprises, a causé de lourdes pertes aux forces ennemies[136]. L'impact de cette bataille sur le moral des troupes azerbaïdjanaises peut aussi être déplorable, puisque malgré des acquisitions de matériel des plus sophistiqués, elles n'ont toujours pas défait significativement leurs adversaires depuis le début des années 1990. Par conséquent, il est probable que l'armée azerbaïdjanaise ait besoin d'un certain laps de temps pour se réorganiser. Parallèlement, le déploiement de forces militaires azerbaïdjanaises au Nakitchevan se heurte à un obstacle majeur : en cas d'attaque du territoire arménien, volontaire ou provoquée par l'extension d'escarmouches, le TSC requiert l'intervention de la Russie.

135. Entretien avec Nicolas TAVITIAN, *op. cit.*

136. INGILIZIAN Masis, « Azerbaijan's… », *op. cit.*

# CONCLUSION

Historiquement, le caractère « gelé » de la guerre au Haut-Karabakh, autre moyen de désigner le rapport de forces favorable à l'Arménie, était assuré par deux éléments de dissuasion. L'un était technique, et concernait la capacité balistique de l'Arménie de détruire directement le cœur de l'économie azerbaïdjanaise en cas d'attaque trop ambitieuse. L'autre était diplomatique, et concernait l'alliance, ou plutôt la mise sous dépendance, de l'Arménie à la Russie, qui garantissait à la première que la Turquie n'interviendrait pas, et que le rapport de forces ne serait donc pas inversé. Si l'effectivité du premier élément demeure désormais discutable, le second existe toujours dans les traités, les discours et certains faits, comme les livraisons d'armes. Néanmoins, la politique étrangère de la Russie vis-à-vis de ce conflit implique l'entretien de l'instabilité, afin de s'assurer d'une part une présence militaire à la frontière de l'OTAN, de l'autre maintenir sa crédibilité comme exportateur et pays de transit d'hydrocarbures vers l'Union européenne.

Plutôt qu'une politique d'équilibre des forces entre Arménie et Azerbaïdjan, la Russie mène une politique d'équilibre de la menace, qui doit permettre de contraindre les deux belligérants : la vente d'armements de moyenne et longue portée à l'Arménie entretient la menace d'une frappe sur les infrastructures énergétiques de l'Azerbaïdjan, les rendant automatiquement moins attrayantes pour les investisseurs, tandis que la vente d'armes anti-missiles à l'Azerbaïdjan permet de maintenir la pression sur l'Arménie pour la contraindre à accepter une assistance forcée. La dynamique générale semble même démontrer certaines approbations tacites de la Russie, du moins une absence de veto, à une reprise des hostilités. Le président Poutine a tout juste, durant les combats d'avril 2016, appelé les parties à observer immédiatement le cessez-le-feu. En outre, cette dynamique de reprise des hostilités a été facilitée par les dépenses massives de l'Azerbaïdjan dans l'acquisition de nouveaux armements sur les dix dernières années : ces nouveaux drones, lance-roquettes et hélicoptères ont été utilisés en avril dernier. Si les pays européens restreignent de manière stricte les exportations d'armes aux deux belligérants afin de ne pas attiser le conflit, cette politique a également pour conséquence d'accroître la dépendance des adversaires à leurs grandes puissances protectrices, Turquie mais surtout Russie, qui exercent déjà une influence majeure sur les développements ou non-développements de la guerre.

* * *

# LES RAPPORTS DU GRIP

2013/7 **Le Sommet sur la sécurité nucléaire à la croisée des chemins : entre doutes et ambitions**, Sylvain Fanielle, 36 p., 7 €

2013/8 L**a Conférence sur une zone exempte d'armes de destruction massive et leurs vecteurs au Moyen-Orient**, Bérangère Rouppert, 44 p., 7 €

2013/9 **Arms Transfers to The Syrian Arab Republic : Practice and Legality**, Mélanie De Groof, 56 p., 8 €

2013/10 **Un New Deal pour le marché européen de la défense ? La position de la Commission en vue du Conseil européen de décembre 2013**, Quentin Genard et Sabine Sarraf, 24 p., 6 €

2013/11 **Groupes armés actifs en R. D. Congo – Situation dans le « Grand Kivu » au 2e semestre 2013**, Georges Berghezan, 36 p., 6 €

2014/1 **L'Iran et la question syrienne – Des « Printemps arabes » à Genève II**, Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, 32 p., 6 €

2014/2 **Le programme nucléaire iranien : Rétrospective sur les accords conclus avec l'AIEA et le « P5+1 »**, Bérangère Rouppert, 35 p., 6 €

2014/3 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes – compendium 2014**, Sophie Durut et Luc Mampaey, 52 p., 8 €

2014/4 **Répertoire des entreprises du secteur de l'armement en Belgique**, Louis Discors et Luc Mampaey, 48 p., 7 €

2014/5 **Initiatives de l'UE pour le contrôle des armes légères : vers une meilleure coordination**, Cédric Poitevin, 40 p., 7 €

2014/6 **Le traçage des armes sur les lieux de conflits : leçons et perspectives**, Claudio Gramizzi, 22 p., 6 €

2014/7 **Au vent mauvais : Comment la vente des Mistral à la Russie sape les efforts de l'Union européenne**, Roy Isbister et Yannick Quéau, 20 p., 6 €

2015/1 **Quelle place occupe la Turquie sur les marchés de défense ?**, Yannick Quéau, 28 p., 7 €

2015/2 **Armes artisanales en RDC : enquête au Bandundu et au Maniema**, Georges Berghezan, 44 p., 7 €

2015/3 **Groupes armés au Katanga : épicentre de multiples conflits**, Georges Berghezan, 38 p., 7 €

2015/4 **Traité de non-prolifération nucléaire : l'échec de 2015 mènera-t-il au succès de la première commission ?**, Jean-Marie Collin, 32 p., 6 €

2016/1 **Conseil de coopération du Golfe, une politique de puissance en trompe-l'œil**, Léo Géhin, 32 p., 6 €

2016/2 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2015**, Luc Mampaey et Christophe Stiernon, 56 p., 8 €

2016/3 **Armes nucléaires américaines en europe : les raisons du statu quo**, Maïka Skjønsberg, 48 p., 8 €

2016/4 **Contrôle de l'utilisation finale des armes: pratiques et perspectives**, An Vranckx, 36 p., 6 €

2016/4 **Containing diversion: arms end-use and post-delivery controls**, An Vranckx, 40 p., 6 €

2016/5 **Le Japon, nouvel exportateur d'armements : histoire, régulations et perspectives stratégiques** Bruno Hellendorff, 48 p., 8 €

2016/6 **Résumé du SIPRI Yearbook 2016 - Armements, désarmement et sécurité internationale** Traduction GRIP, 32 p., gratuit

Abonnez-vous en quelques clics aux « Rapports du GRIP » : www.grip.org
10 numéros par an pour 60 € (frais de port inclus)

**L'ÉQUILIBRE DES FORCES AU HAUT-KARABAKH :**
**Frictions, dissuasion et risque de déflagration**

Historiquement, le caractère « gelé » de la guerre au Haut-Karabakh, autre moyen de désigner le rapport de forces favorable à l'Arménie, était assuré par deux éléments de dissuasion. L'un était technique, et concernait la capacité balistique de l'Arménie de détruire directement le cœur de l'économie azerbaïdjanaise en cas d'attaque trop ambitieuse. L'autre était diplomatique, et concernait l'alliance, ou plutôt la mise sous dépendance, de l'Arménie à la Russie, qui garantissait à la première que la Turquie n'interviendrait pas, et que le rapport de forces ne serait donc pas inversé.

Si l'effectivité du premier élément demeure désormais discutable, le second existe toujours dans les traités, les discours et certains faits, comme les livraisons d'armes. Néanmoins, la politique étrangère de la Russie vis-à-vis de ce conflit implique l'entretien de l'instabilité, afin de s'assurer d'une part une présence militaire à la frontière de l'OTAN, de l'autre maintenir sa crédibilité comme exportateur et pays de transit d'hydrocarbures vers l'Union européenne.

La dynamique générale semble même démontrer certaines approbations tacites de la Russie, du moins une absence de veto, à une reprise des hostilités. Durant les combats d'avril 2016, le président Poutine a tout juste appelé les parties à observer immédiatement le cessez-le-feu. Si les pays européens restreignent de manière stricte les exportations d'armes aux deux belligérants afin de ne pas attiser le conflit, cette politique a également pour conséquence d'accroître la dépendance des adversaires à leurs grandes puissances protectrices, Turquie mais surtout Russie, qui exercent déjà une influence majeure sur les développements ou non-développements de la guerre.



**Léo Géhin** est chargé de recherche au GRIP pour le projet «Armes légères et transferts d'armes». Diplômé en sciences politiques de l'Université Jean-Moulin Lyon III et titulaire d'un master 2 de relations internationales de l'IEP de Strasbourg, il travaille notamment sur les questions liées au contrôle des transferts d'armements de l'Union européenne et des instruments de contrôle des armes légères et de petit calibre.

GRIP

**LES RAPPORTS DU GRIP**
2016/7

ISBN 978-2-87291-066-3
9 782872 910663